

DIALOGUE GLOBAL

6.2

4 numéros par an, en 16 langues

Réhabiliter
W.E.B. Du Bois

Aldon Morris

L'étude des mouvements
sociaux

Donatella della Porta

La sociologie dans
les pays arabes

Sari Hanafi

Politique au Moyen-Orient

- > La crise des déchets au Liban
- > La normalisation de l'extrême violence
- > La protection des civils

La sociologie après le communisme

- > Être humain dans un monde inhumain
- > Une figure de la sociologie publique chinoise

Le Forum de l'ISA vient en Autriche

- > Dimension locale et dimension publique
- > Questions de société en Autriche

Rubriques spéciales

- > Sociologie et changement climatique
- > Libertés et violences en Inde
- > Écrire pour la recherche
- > L'équipe kazakhe de Dialogue Global

MAGAZINE



Association
Internationale
de Sociologie
isa

VOLUME 6 / NUMÉRO 2 / JUIN 2016
<http://isa-global-dialogue.net>

DG



> Éditorial

La sociologie aux marges

La sociologie la plus innovante naît souvent aux marges du monde universitaire et parfois même en dehors. Prenons par exemple W.E.B. Du Bois – sans doute le sociologue américain le plus important qui ait jamais existé. Aldon Morris lui a consacré son dernier livre, *The Scholar Denied*, qu'il présente dans ce numéro de *Dialogue Global*. Morris montre que Du Bois, sociologue afro-américain qui s'est formé en Allemagne et à Harvard, a dirigé et mené l'École d'Atlanta, une école de sociologie tout aussi scientifique et rigoureuse que la très respectée École de Chicago. Sans le racisme régnant dans le monde universitaire d'alors et même d'aujourd'hui, Du Bois aurait été reconnu comme le véritable fondateur de la sociologie américaine. Faute d'être apprécié à sa juste valeur, il se détourna du milieu universitaire pour devenir rédacteur en chef d'une revue et chroniqueur de la vie publique, et c'est alors qu'il signa certains de ses écrits les plus importants sur la race et la classe, l'expérience subjective du racisme, le panafricanisme et l'impérialisme américain.

D'autres représentants d'une sociologie aux marges figurent dans ce numéro. Dmitri Shalin décrit le courage et l'intégrité avec lesquels Vladimir Yadov a livré combat contre les structures bureaucratiques de l'Union soviétique, et la vision de l'avenir qu'il n'a cessé de porter jusque dans la période postsoviétique. François Lachapelle expose quant à lui le parcours qui a mené l'ancien garde rouge Shen Yuan du marxisme-léninisme à la sociologie critique, jusqu'à devenir une figure charismatique et une source d'inspiration pour ses étudiants. Sari Hanafi, interviewé ici par Mohammed El Idrissi, a suivi le difficile chemin qui mène des camps de réfugiés de Syrie à un doctorat en sociologie obtenu en France et de longues périodes passées au Caire et à Ramallah, avant de s'installer à Beyrouth où il a fondé *Idafat : Revue arabe de sociologie*, dont il est aujourd'hui le rédacteur en chef. Ne craignant pas de critiquer les autorités, il mène une existence précaire tout en insufflant son énergie à la sociologie au Moyen-Orient.

Toujours au Moyen-Orient, Nisrine Chaer livre une analyse fascinante de la crise des déchets au Liban et des mouvements sociaux auxquels elle a donné naissance, tandis que Lisa Hajjar et Amitai Etzioni opposent leur point de vue sur la légitimité de l'extension réelle et potentielle des violences perpétrées par Israël à l'encontre des civils au Liban.

Ce numéro s'intéresse enfin aux activités des associations nationales de sociologie. En commençant par une série d'articles en provenance d'Autriche : une introduction au IIIe Forum de l'ISA qui aura lieu à Vienne du 10 au 14 juillet de cette année, suivie de quatre articles pour présenter le travail de recherche de jeunes sociologues autrichiens. Depuis les États-Unis, Riley Dunlap et Robert Brulle résumant pour *Dialogue Global* l'impressionnante somme sur le changement climatique qu'ils ont dirigée, qui est le fruit du travail d'un comité de l'Association américaine de Sociologie. Nous reproduisons également dans ces pages les déclarations du Comité exécutif de l'ISA et de sociologues indiens pour condamner les violences et les atteintes à la liberté d'expression dans les universités indiennes. Depuis l'Australie, Raewyn Connell rend compte de sa longue expérience dans l'enseignement de méthodes de rédaction de travaux de recherche à l'attention de jeunes sociologues. Pour finir, nous présentons à nos lecteurs l'équipe kazakhe de *Dialogue Global*, chargée de la difficile tâche de traduire de la sociologie globale en kazakh.

> **Dialogue Global est disponible en 16 langues sur le [site web de l'ISA](#)**

> **Les propositions d'articles sont à adresser à burawoy@berkeley.edu**



Aldon Morris, sociologue américain de premier plan, réhabilite l'intellectuel et activiste afro-américain W.E.B. Du Bois en tant que fondateur de la sociologie américaine.



Donatella della Porta, sociologue italienne, revient sur le parcours qui l'a amenée à devenir l'un des grands spécialistes internationaux des mouvements sociaux.



Sari Hanafi, vice-président de l'ISA et rédacteur en chef de la revue arabe de sociologie *Idafat*, expose les difficultés de la sociologie arabe contemporaine.



Dialogue Global est rendu possible grâce au généreux concours des **Éditions SAGE**.

> Comité de rédaction

Directeur de la publication : Michael Burawoy.

Rédactrice en chef adjointe : Gay Seidman.

Responsables éditoriaux : Lola Busuttil, August Bagà.

Rédacteurs-consultants :

Margaret Abraham, Markus Schulz, Sari Hanafi, Vineeta Sinha, Benjamin Tejerina, Rosemary Barbaret, Izabela Barlinska, Dilek Cindoğlu, Filomin Gutierrez, John Holmwood, Guillermina Jasso, Kalpana Kannabiran, Marina Kurkchiyan, Simon Mapadimeng, Abdul-mumin Sa'ad, Ayse Saktanber, Celi Scalón, Sawako Shirahase, Grazyna Skapska, Evangelia Tastsoglou, Chin-Chun Yi, Elena Zdravomyslova.

Équipes régionales

Monde arabe :

Sari Hanafi, Mounir Saidani.

Argentine :

Juan Ignacio Piovani, Pilar Pi Puig, Martín Urtasun.

Brésil :

Gustavo Taniguti, Andreza Galli, Ângelo Martins Júnior, Lucas Amaral, Benno Alves, Julio Davies.

Inde :

Ishwar Modi, Rajiv Gupta, Rashmi Jain, Jyoti Sidana, Pragma Sharma, Nidhi Bansal, Pankaj Bhatnagar.

Indonésie :

Kamanto Sunarto, Hari Nugroho, Lucia Ratih Kusumadewi, Fina Itriayati, Indera Ratna Irawati Pattinasarany, Benedictus Hari Juliawan, Mohamad Shohibuddin, Dominggus Elcid Li, Antonius Ario Seto Hardjana.

Iran :

Reyhaneh Javadi, Abdolkarim Bastani, Niayesh Dolati, Vahid Lenjanzade.

Japon :

Satomi Yamamoto, Amane Hisada, Takashi Kitahara, Takehiro Kitagawa, Satoshi Manabe, Tomomi Ohashira, Yutaro Shimokawa, Masaki Yokota.

Kazakhstan :

Aigul Zabirowa, Bayan Smagambet, Adil Rodionov, Gani Madi, Almash Tlespayeva, Almas Rakhimbayev, Amangeldi Kurmetuly.

Pologne :

Jakub Barszczewski, Krzysztof Gubański, Justyna Kościńska, Kamil Lipiński, Mikołaj Mierzejewski, Karolina Mikołajewska-Zajac, Adam Müller, Zofia Penza, Teresa Teleżyńska, Justyna Zielińska, Jacek Zych.

Roumanie :

Cosima Rughiniş, Corina Brăgaru, Adriana Bondor, Alexandra Ciocănel, Ana-Maria Ilieş, Ruxandra Iordache, Mihai-Bogdan Marian, Ramona Marinache, Anca Mihai, Oana-Elena Negrea, Ion Daniel Popa, Diana Tihan, Carmen Voinea.

Russie :

Elena Zdravomyslova, Anna Kadnikova, Asja Voronkova, Lyubov Chernyshova, Anastasija Golovneva.

Taiwan :

Jing-Mao Ho.

Turquie :

Gül Çorbacıoğlu, Irmak Evren.

Consultant médias : Gustavo Taniguti.

Consultante éditoriale : Ana Villarreal.

> Dans ce numéro

Éditorial : La sociologie aux marges

2

> LA VOCATION DE LA SOCIOLOGIE

Réhabiliter W.E.B. Du Bois

Aldon Morris, États-Unis

4

Le pluralisme des études sur les mouvements sociaux

Donatella della Porta, Italie

7

> SOCIOLOGIE ET POLITIQUE AU MOYEN-ORIENT

La sociologie dans le monde arabe : Interview de Sari Hanafi

Mohammed El Idrissi, Maroc

10

La biopolitique dans la crise des déchets au Liban

Nisrine Chaer, Pays-Bas

13

La normalisation de l'extrême violence : Le cas d'Israël

Lisa Hajjar, États-Unis

15

Protéger les civils : Réponse à Lisa Hajjar

Amitai Etzioni, États-Unis

19

> LA SOCIOLOGIE SOUS LE RÉGIME COMMUNISTE

Vladimir Yadov, ou comment être humain dans un monde inhumain

Dmitri N. Shalin, États-Unis

21

Le cheminement d'un sociologue chinois vers la sociologie publique

François Lachapelle, Canada

24

> LE FORUM DE L'ISA VIENT EN AUTRICHE

Dimension locale, dimension globale

Brigitte Aulenbacher, Rudolf Richter et Ida Seljeskog, Autriche

27

Inégalités, pauvreté et prospérité en Autriche

Cornelia Dlabaja, Julia Hofmann et Alban Knecht, Autriche

30

Les inégalités sociales, les réfugiés et le « rêve européen »

Ruth Abramowski, Benjamin Gröschl, Alan Schink et Désirée Wilke, Autriche

31

L'égalité hommes-femmes dans les universités autrichiennes

Kristina Binner et Susanne Kink, Autriche

33

Le temps de travail et la lutte pour une vie meilleure

Carina Altreiter, Franz Astleithner et Theresa Fibich, Autriche

34

> RUBRIQUES SPÉCIALES

Sociologie et changement climatique

Riley E. Dunlap et Robert J. Brulle, États-Unis

35

Libertés et violences en Inde

Comité Exécutif de l'ISA

37

Écrire pour la recherche : La logique et la pratique

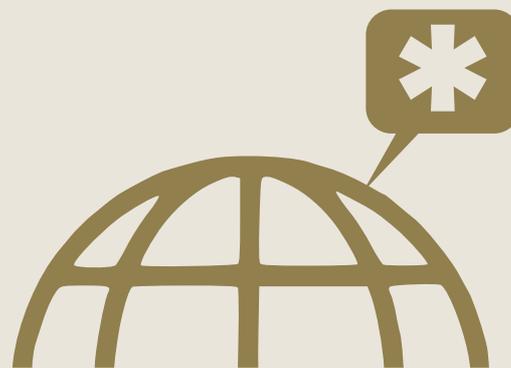
Raewyn Connell, Australie

39

L'équipe kazakhe de *Dialogue Global*

Aigul Zabirowa, Bayan Smagambet, Adil Rodionov et Gani Madi, Kazakhstan

41



> Réhabiliter W.E.B. Du Bois

Aldon Morris, Northwestern University, Evanston (États-Unis)



Aldon Morris.

W. E.B. Du Bois était un historien, romancier, poète, intellectuel engagé, journaliste, activiste/leader et sociologue afro-américain du XX^e siècle. Parmi tous ces qualificatifs, c'est pour son travail pionnier de sociologue qu'il est le moins connu. En effet, Du Bois est d'ordinaire surtout perçu comme un intellectuel engagé radical devenu un porte-parole des Noirs américains en raison de ses mémorables affrontements idéologiques avec l'influent leader noir conservateur, Booker T. Washington.

Dans mon nouvel ouvrage, *The Scholar Denied: W. E. B. Du Bois and the Birth of Modern Sociology* [Le sociologue méconnu : W.E.B. Du Bois et la naissance de la sociologie moderne], je montre que Du Bois est en fait à l'origine

Aldon Morris est connu pour avoir introduit un changement de paradigme dans la recherche sur les mouvements sociaux, et en particulier pour son livre primé *The Origins of the Civil Rights Movement* (Les Origines du mouvement des droits civiques, non traduit) dans lequel il mettait en évidence le fondement organisationnel et culturel des protestations sociales. Dans l'article qui suit, il présente son dernier ouvrage très attendu, *The Scholar Denied* (Le sociologue méconnu, non traduit, University of California Press, 2015), dans lequel il retrace les débuts de la sociologie nord-américaine qu'il caractérise comme la domination de l'École de Chicago et la marginalisation de l'École d'Atlanta, au travers de la confrontation entre leurs chefs de file respectifs, Robert Park et l'Afro-Américain W.E.B. Du Bois. Morris montre comment l'École d'Atlanta de Du Bois a développé un programme de recherche qui n'a rien à envier à celui de l'École de Chicago tout en n'ayant aucunement bénéficié de la même notoriété. Le racisme présent dans la sociologie académique a favorisé l'essor de la sociologie de Chicago et plus généralement déterminé l'évolution même de la sociologie. Aujourd'hui, Du Bois reste une source d'inspiration pour la pensée sociale au sein de la sociologie et au-delà, tandis que la pensée de Robert Park s'est étiolée. Si l'on en juge par ses réalisations, W.E.B. Du Bois devrait être considéré à juste titre comme le fondateur de la sociologie américaine.

de la première école de pensée en sciences sociales des États-Unis : l'École Du Bois d'Atlanta, qui s'est développée au cours des vingt premières années du XX^e siècle. Parmi les membres qui composaient cette école de pensée née à l'Université d'Atlanta (aujourd'hui Clark Atlanta University, une petite université traditionnellement noire, et sous-dotée, d'Atlanta), on trouvait des intellectuels noirs, des étudiants, et des membres influents de la communauté noire. Née à la périphérie des universités d'élite, l'École Du Bois d'Atlanta comptait des chercheurs à la fois pro-

>>

fessionnels et amateurs dont les travaux empiriques et les analyses théoriques ont donné naissance à une approche scientifique qui prenait ses racines dans une communauté opprimée.

Le projet de Du Bois était insurrectionnel dans la mesure où il développait une analyse antihégémonique des inégalités raciales et sociales. À l'époque, le darwinisme social, qui servait de justification à l'apartheid racial aux États-Unis et à la colonisation des gens de couleur par les Européens partout dans le monde, constituait le point de vue sociologique dominant, offrant par là-même un soutien idéologique aux empires blancs d'Europe et d'Amérique. Ce racisme profond allait de pair avec un consensus qui traversait l'ensemble des sciences sociales et naturelles aux États-Unis, selon lequel les Noirs étaient biologiquement inférieurs. En tant que sociologue, Du Bois entreprit de réfuter l'assertion prétendant que les inégalités raciales découlent de caractéristiques raciales biologiquement déterminées. Du Bois émit à la place l'hypothèse que les inégalités raciales étaient le résultat de la discrimination et de l'oppression. Dans *Philadelphia Negro*, publié en 1899, puis dans d'autres études qui ont suivi, l'École de Du Bois a apporté des preuves empiriques qui discréditaient systématiquement le racisme « scientifique ».

The Scholar Denied rend compte des efforts de Du Bois pour constituer, sous les auspices du Laboratoire de Sociologie d'Atlanta, une équipe de chercheurs à l'origine d'une sociologie insurgée. À la différence de la sociologie de salon qui dominait, l'École de Du Bois employait une approche multi-méthode, en s'appuyant sur des recherches quantitatives et qualitatives pour démontrer les affirmations d'une infériorité inhérente à la race noire. Les innovations de l'École de Du Bois en matière de collecte de données obéissaient à un projet *théorique* (et *libérateur*) impérieux : il s'agissait de déterminer les causes scientifiques des inégalités raciales et, par là même, de discréditer les doctrines sociologiques et populaires dominantes qui tenaient les Noirs pour des êtres naturellement inférieurs condamnés à rester à jamais aux derniers rangs de la civilisation humaine.

Sur la base de ce travail scientifique, Du Bois et ses collègues ont commencé à élaborer une proposition théorique de portée plus générale, en avançant que la ségrégation raciale (color line) – résultat d'une organisation globale et durable de la suprématie blanche soutenue par des forces économiques, politiques et idéologiques analogues à l'échelle mondiale – était à l'origine de la stratification raciale qui définissait la société au XX^e siècle. Dans cette perspective, les races étaient des créations sociologiques et non des entités biologiques. Au début du XX^e siècle, les sociologues américains se raccrochaient à des arguments motivés par des considérations d'ordre biologique pour expliquer les réalités sociales ; à l'inverse, Du Bois privilégiait les analyses structurelles, tout en reconnaissant que

la capacité d'action des êtres humains avait une influence sur les structures sociales – et pouvait parfois transformer celles-ci. Du Bois soulignait par ailleurs que pour expliquer les inégalités sociales, il était nécessaire que les sociologues étudient les interactions entre classe sociale, race et genre. C'est pourquoi la poursuite de la libération des êtres humains doit passer par des luttes simultanées destinées à mettre un terme aux oppressions de classe et aux oppressions raciales.

Dans ses premiers travaux, Du Bois a développé le concept de « double conscience » (*double consciousness*), qui consiste à penser l'individu comme un produit social né de l'interaction et de la communication sociales et cependant profondément déterminé par la race et le pouvoir. Plus tard, Du Bois a soutenu que la modernité s'était construite sur la base du commerce d'esclaves africains et de l'esclavage, qui avaient permis de fournir la main-d'œuvre et les matières premières qui allaient être essentielles aux bourgeoisies occidentales pour développer le capitalisme moderne.

Depuis longtemps, l'histoire officielle de la sociologie américaine situe les débuts de la sociologie scientifique à l'Université de Chicago, où un groupe d'universitaires exclusivement composé d'hommes de race blanche aurait développé une sociologie scientifique puis a diffusé cette approche dans les autres grandes universités blanches. *The Scholar Denied* fait voler en éclats ce mythe des origines, en montrant comment l'École Du Bois d'Atlanta avait déjà, vingt ans plus tôt, développé une sociologie scientifique. Mais bien que Du Bois soit à l'origine du premier courant scientifique de la sociologie américaine, les sociologues blancs, se sentant menacés par la radicalité des idées de l'École d'Atlanta (en particulier en matière raciale), ont utilisé leur pouvoir économique, politique et idéologique pour empêcher la propagation des idées de Du Bois durant tout un siècle. *The Scholar Denied* montre que la valeur scientifique des travaux de l'École de Du Bois est supérieure à celle des sociologues de Chicago et d'autres fondateurs blancs de la sociologie américaine. Pourtant, la discrimination institutionnelle a retardé l'intégration des nombreuses contributions de Du Bois dans le courant dominant de la sociologie américaine pendant la plus grande partie du XX^e siècle. Aujourd'hui encore, même si beaucoup de ses idées font maintenant partie intégrante du canon sociologique, elles ont été de manière erronée attribuées à des sociologues blancs.

L'École Du Bois d'Atlanta a dû surmonter des difficultés considérables. À la différence des sociologues blancs dont l'objectif de maintien du statu quo bénéficiait d'un large soutien de capitaines d'industrie qui se félicitaient de la légitimation que leur apportait la soi-disant « science objective », Du Bois s'est vu refuser des chaires dans de prestigieuses universités, et a par conséquent été privé des ressources auxquelles ces universités auraient pu lui

donner accès. Au sein de son université noire en manque cruel de financements, Du Bois recevait un salaire misérable, se voyant refuser l'accès à des fonds pour la recherche suffisants, et ses idées radicales étaient surveillées et souvent rejetées par de prestigieuses publications.

Dans *The Scholar Denied*, je mets en évidence la façon dont l'École de Du Bois a développé un programme sociologique autochtone allant à l'encontre du racisme scientifique qui rencontrait à l'époque l'adhésion de la grande majorité des universités américaines. Du Bois a ancré cette école de pensée dans la communauté noire assujettie, mettant à contribution les maigres ressources des membres relativement plus privilégiés de la communauté. Ces chercheurs, étudiants et membres influents de la communauté recevaient des salaires misérables pour leur travail de recherche ; certains participaient à titre bénévole à cette sociologie insurgée. Avec Du Bois, ils estimaient que la recherche scientifique pouvait être une arme pour mettre fin à la suprématie blanche, et ils travaillaient dur et de manière désintéressée dans l'espoir que leur contribution puisse à l'avenir promouvoir la liberté.

L'École de Du Bois a employé le « capital libérateur » [*liberation capital*] pour mettre en œuvre une sociologie autochtone. Avec le soutien de la communauté, l'École d'Atlanta a donné naissance à un programme de recherche caractérisé selon Michael Burawoy par « une autonomie plongeant ses racines dans la sociologie publique, [qui] permettait [à Du Bois] et [à] ses collègues afro-américains de créer et soutenir une sociologie d'un genre nouveau, plus scientifique que celle de Chicago (laquelle restait fortement influencée par une philosophie spéculative de l'histoire) et également plus critique vis-à-vis du statu quo. »

L'École d'Atlanta, loin d'engendrer une sociologie distante et détachée, pratiquait une sociologie publique, cherchant à éliminer les inégalités à l'échelle nationale et globale. Déjà, en 1900, Du Bois a commencé à organiser des congrès panafricains dans le but de rassembler des leaders et des universitaires d'ascendance africaine du monde entier pour analyser des idées susceptibles de contribuer à éradiquer les régimes racistes issus des lois Jim Crow (qui instituaient la ségrégation raciale dans les États du Sud des États-Unis) et la colonisation. Aux États-Unis, Du Bois a participé à la création du *Niagara Movement* et de l'Association nationale pour la promotion des peuples de couleur (NAACP), deux organisations qui se sont attaquées de front à la suprématie blanche. Du Bois a également fondé *The Crisis*, une revue qui analyse et se dresse de manière virulente contre l'oppression liée au genre et à la classe sociale, et contre la guerre. Tout

au long de sa longue existence, Du Bois s'est montré un ardent critique du statu quo, cherchant toujours à dénoncer les structures sociales et les formations culturelles qui constituaient un frein à la liberté des êtres humains.

Ainsi que Michael Burawoy l'a préconisé, la sociologie doit retrouver ses origines radicales si elle entend conserver sa raison d'être. On trouve des analyses critiques éclairantes sur le pouvoir et la domination dans les sociologies autochtones, les sociologies postcoloniales ou la théorie du Sud ; on trouve même au sein des sociologies bourgeoises occidentales des courants radicaux cherchant vigoureusement à parler aux puissants le langage de la vérité. L'École de Du Bois offre ce que Burawoy considère comme une « préfiguration paradigmatique des remises en question des conceptions dominantes » – un apport que la marginalisation de l'École d'Atlanta a trop souvent occulté. Suivant l'exemple de Du Bois, *The Scholar Denied* montre que la recherche sociologique doit être politique, engagée et rigoureuse, en particulier lorsqu'elle est appelée à participer au débat public. Les sociologies subalternes doivent en effet être encore plus rigoureuses que celles produites dans le cadre du statu quo, précisément parce que les enjeux sont considérables. Aujourd'hui encore, les sociologues ne mesurent pas bien l'importance de la sociologie de Du Bois lorsqu'ils ne voient en lui que l'auteur d'une « sociologie empirique noire » ou un grand intellectuel engagé qui ne se serait intéressé qu'à la « cause noire ». Or ce point de vue limite les idées de Du Bois à l'intérieur d'un ghetto, où elles ne s'appliqueraient qu'à la sociologie des Noirs, au lieu de contribuer à une théorie et une méthodologie de bien plus grande portée. Les éléments présentés dans *The Scholar Denied* devraient dissiper ces allégations trompeuses en redonnant délibérément à Du Bois et à son école de pensée la place qui leur appartient au panthéon de la sociologie, aux côtés de Marx, Weber et Durkheim – ce qui permettrait aux sociologues de puiser dans les idées développées par l'École Du Bois d'Atlanta pour enrichir leur propre imaginaire sociologique.

Je conclus *The Scholar Denied* par une réflexion finale concernant la portée de la contribution de l'École de Du Bois à la sociologie : si une école de pensée scientifique innovante a pu naître dans des circonstances aussi difficiles, au temps des lynchages publics, des attaques perpétrées par les élites au sein même de la communauté qu'elles proclamaient vouloir libérer, et de la discrimination d'une société raciste qui refusait aux Noirs les moyens essentiels, alors peut-être l'espoir est-il permis pour tous ceux qui cherchent à produire des savoirs dans le but de comprendre et transformer l'humanité. ■

Toute correspondance est à adresser à <amorris@northwestern.edu>

> Le pluralisme des études sur les mouvements sociaux

Donatella della Porta, Scuola Normale Superiore de Florence (Italie)

Donatella della Porta figure parmi les spécialistes internationaux les plus réputés et les plus prolifiques de la recherche sur les mouvements sociaux. Ses travaux portent sur de nombreux pays, en particulier d'Europe et d'Amérique latine, et mettent en rapport plusieurs disciplines, notamment la sociologie et les sciences politiques. Partisane dans ses recherches d'une approche multi-méthode, elle est l'auteure ou co-auteure de 38 livres. Ses travaux récents couvrent l'ensemble de la sociologie politique : la violence politique (*Clandestine Political Violence*, 2013), la surveillance policière de la contestation (*Can Democracy be Saved?*, 2013), la corruption politique (*The Hidden Order of Corruption*, avec Alberto Vannucci, 2012), les rapports entre mouvements sociaux et démocratie (*Mobilizing for Democracy*, 2014) ou encore les ripostes au néolibéralisme (*Social Movements in Times of Austerity*, 2015). Della Porta travaille depuis longtemps auprès de jeunes chercheurs de différents pays, et continue de le faire dans son nouveau rôle à la tête de l'Institut de sciences humaines et sociales de la Scuola Normale Superiore à Florence, où elle dirige également Cosmos, le Centre d'Études sur les Mouvements sociaux. Pour les lecteurs de *Dialogue Global*, elle revient ici sur sa façon de concevoir l'étude des mouvements sociaux et sur ce qui motive son engagement.



| Donatella della Porta.

Plusieurs facteurs sont à l'origine de mon intérêt pour les mouvements sociaux. Au départ, il y a bien sûr un intérêt profond pour les mouvements de protestation, qui remonte à mon expérience du militantisme étudiant, et aussi un sentiment de frustration face à ce qui me paraissait de bien maigres résultats au vu des moyens engagés et des espoirs suscités. Mais le hasard a aussi joué, comme c'est souvent le cas dans le parcours des chercheurs. Pour ce qui me concerne, j'ai commencé à travailler dans ce domaine de recherche de façon fortuite, après avoir demandé à Alain Touraine, qui avait publié des travaux sur les sociétés dépendantes (un sujet qui, étant moi-même originaire du Sud, m'attirait particulièrement), de diriger mon mémoire de master à l'École des hautes études en sciences so-

>>

ciales de Paris. Il m'a répondu qu'il était d'accord mais qu'actuellement il s'intéressait plus particulièrement aux mouvements sociaux. Et je me suis dit : pourquoi pas ?

Plusieurs autres faits du hasard m'ont permis d'entrer en contact avec un réseau de plus en plus important, et très dynamique, de chercheurs en quête de nouveaux paradigmes pour expliquer les mouvements sociaux. Parmi eux, se trouvait Sidney Tarrow, qui rédigea un compte rendu de mon tout premier article sur les mouvements sociaux et qui est depuis devenu à la fois un mentor et un ami. J'ai également eu la chance de faire mon doctorat dans le cadre d'un programme international de l'Institut universitaire européen, ce qui m'a donné des compétences en langues mais aussi et surtout, le goût pour d'autres cultures. À l'Institut, des mentors comme Philippe Schmitter ou Alessandro Pizzorno ont stimulé ma curiosité en me faisant dépasser les frontières entre les disciplines. Après mon doctorat, le népotisme ambiant du monde universitaire italien m'a incitée à aller voir ailleurs, transformant une expérience négative de la migration en une expérience extrêmement positive de « cosmopolitisme bien ancré ». Le hasard a également bien fait les choses en me donnant la possibilité de développer des collaborations avec de jeunes chercheurs et de créer des réseaux et centres de recherche, dont le Centre d'Études sur les Mouvements sociaux (Cosmos), désormais situé à la Scuola Normale Superiore de Florence, en Italie.

Tout en m'intéressant à d'autres sujets, je suis restée très attachée à l'étude des mouvements sociaux, et ce pour diverses raisons, à la fois cognitives, affectives et relationnelles. Tout d'abord, la plupart des chercheurs qui travaillaient sur ce sujet m'apparaissaient sympathiques sur le plan humain et souvent mus par une volonté sincère d'améliorer le monde. Si leurs expériences d'engagement social et politique ont souvent été critiquées par les chercheurs qui traitaient de sujets plus traditionnels, je trouvais au contraire qu'ils apportaient beaucoup à ce secteur de la recherche et contribuaient également à améliorer le climat affectif entre chercheurs. Et puis les circonstances politiques ont aussi été à la source d'innovations théoriques constantes : un domaine dans lequel l'action politique non conventionnelle avait été considérée comme marginale ou pathologique a été profondément transformé par les nouvelles vagues de protestation – lesquelles ont entraîné une acceptation de plus en plus large, par la société et le monde universitaire, d'une « autre façon de faire de la politique », en dehors du cadre parlementaire habituel.

Cette définition plus large de l'action politique explique également les raisons pour lesquelles l'étude des mouvements sociaux s'accompagne souvent d'une tendance à un brassage d'idées au plan théorique. À partir des passerelles établies entre différentes approches disciplinaires – de l'interactionnisme symbolique à la sociologie des organisations, de la théorie sociologique aux sciences

politiques –, les spécialistes des mouvements sociaux ont élaboré un ensemble de concepts et d'hypothèses en combinant les apports de différents domaines du savoir. Au fil des années, cette tendance s'est étendue, de la sociologie aux sciences politiques, jusqu'à englober la géographie, l'histoire, l'anthropologie, la théorie normative, le droit et (même) l'économie, à un moment où chaque nouvelle flambée de politique contestataire entraînait de nouvelles générations vers l'étude des mouvements sociaux.

J'ai également apprécié l'attitude positive à l'égard de la recherche empirique (et j'espère y avoir contribué). La recherche sur les mouvements sociaux, éclectique sur le plan théorique, se distingue également par son pluralisme sur le plan méthodologique. Des méthodes très diverses sont employées, qui mettent en rapport méthodologies qualitatives et quantitatives. Même si l'élaboration et l'application de méthodes spécifiques (des études de cas à l'« analyse des événements » quantitative) ont donné lieu à des critiques et à l'autocritique, il n'y a pas eu pour autant de guerre méthodologique, et le pluralisme méthodologique a prévalu dans la recherche sur les mouvements sociaux. Tandis que dans beaucoup de domaines des sciences sociales, il est courant d'opposer les approches positivistes aux approches interprétatives au niveau épistémologique, d'engager des débats confrontant des postulats ontologiques sur l'existence d'un monde réel, les spécialistes des mouvements sociaux font généralement preuve d'opinions plus nuancées. Même les chercheurs qui privilégient les hypothèses néopositivistes reconnaissent l'importance de l'élaboration de concepts, tandis que les constructivistes ne délaissent pas pour autant la quête d'un savoir intersubjectif. La plupart des travaux sur les mouvements sociaux s'intéressent à la fois aux structures et aux représentations (par exemple, les opportunités politiques et la façon de les formuler), les considérant comme étant intimement liées. De la même manière, on trouve chez la plupart de ces chercheurs à la fois un certain scepticisme concernant l'existence de lois générales et une volonté d'aller au-delà d'études de cas athéoriques.

Cette conception plurielle a favorisé l'échange d'idées en même temps qu'une certaine capacité à produire un savoir commun. Des approches inductives et déductives ont ainsi été combinées, tout comme des méthodologies qualitatives et quantitatives. Les stratégies basées sur des méthodes mixtes, moyennant une triangulation de différentes méthodes, sont couramment employées. De fait, la recherche sur les mouvements sociaux se distingue par son pragmatisme dans l'emploi des diverses techniques disponibles de collecte et d'analyse de données. Et, bien que peu de spécialistes des mouvements sociaux semblent considérer que les sciences sociales sont neutres, ou bien qu'elles doivent être assujetties à des objectifs politiques, le degré d'engagement politique encouragé dans le cadre du travail scientifique est extrêmement variable, ce qui suscite d'intéressants débats d'ordre normatif et éthique.

Plusieurs raisons peuvent être avancées pour expliquer ce stimulant pluralisme théorique. D'abord, faute de bases de données fiables comme celles que l'on trouve par exemple dans l'étude des élections ou de la stratification sociale, les spécialistes des mouvements sociaux ont bien sûr recours à diverses techniques pour collecter des données. Les enquêtes existantes sur une population entière n'apportent pas grand-chose à la recherche sur les minorités actives. D'un autre côté, les organisations liées aux mouvements sociaux conservent rarement des archives, ou même des listes de participants. L'importation et l'adaptation de méthodes de collecte et d'analyse de données en provenance d'autres domaines de recherche, et la création de nouvelles méthodes, ont contribué à développer l'analyse empirique. On observe également une pression normative pour pousser à la création de savoirs orientés non seulement vers une théorisation scientifique mais aussi vers une intervention sociale. La recherche collaborative organisée avec l'objet même de la recherche a également donné lieu à de nouvelles réflexions méthodologiques.

Malgré ces orientations positives, les études sur les mouvements sociaux risquent sans cesse d'être victimes de leur propre succès. En particulier, s'il est vrai qu'elles ont connu dans les dernières décennies un développe-

ment considérable, elles n'en sont pas moins restées centrées sur les pays du Nord global, manifestant souvent de la difficulté à coopérer avec la recherche menée sur la politique contestataire dans le Sud global. La tendance générale à une internationalisation des sciences sociales présente des aspects très positifs – surtout lorsque par internationalisation on entend expériences dans différents pays, institutions universitaires ou cultures. L'internationalisation peut nous permettre de prendre conscience d'autres approches, méthodes, styles, pratiques, en mettant notre propre expérience nationale dans une perspective comparative. Elle encourage un regard critique et le pluralisme intellectuel. Cependant, si elle reste attachée à une tradition spécifique (ou à l'évolution de cette tradition), l'internationalisation peut se révéler plus problématique. J'ai eu l'immense chance de pouvoir diriger et suivre des travaux de recherche sur les mouvements sociaux menés par des étudiants de doctorat et des post-doctorants de pas moins de 35 pays différents ; auprès d'eux, j'ai appris tout ce qu'on a à gagner à dépasser les approches classiques anglo-saxonnes et d'autres orthodoxies. J'ai foi dans cette formidable stimulation qui nous vient des jeunes générations, et cela me donne des raisons de croire en la capacité d'autoréflexivité des études sur les mouvements sociaux. ■

Toute correspondance est à adresser à Donatella della Porta
<donatella.dellaporta@sns.it>

> La sociologie dans le monde arabe

Interview de Sari Hanafi



| Sari Hanafi.

Sari Hanafi est actuellement professeur de sociologie et directeur du département de sociologie, anthropologie et étude des médias de l'Université américaine de Beyrouth. Il est également le rédacteur en chef de *Idafat: Revue arabe de Sociologie* (en arabe), et vice-président de l'Association internationale de Sociologie ainsi que du Conseil arabe des sciences sociales. Ses recherches portent notamment sur la sociologie de l'immigration, les aspects politiques de la recherche scientifique, la société civile, la formation des élites et la justice transitionnelle. Son livre le plus récent, *Knowledge Production in the Arab World: The Impossible Promise* [La production du savoir dans le monde arabe : L'impossible promesse], écrit en collaboration avec R. Arvanitis, a été publié à la fois en arabe et en anglais. Peu de chercheurs ont autant contribué que Sari Hanafi au développement de la sociologie dans le monde arabe et à la conciliation entre sociologie arabe et sociologie occidentale. Il est ici interviewé par Mohammed El Idrissi, professeur de sociologie à la Faculté El Jadida (Maroc).

MEI : Vous avez grandi dans le camp de réfugiés palestiniens de Yarmouk à Damas et avez commencé par des études d'ingénierie civile avant de vous orienter vers la sociologie. Est-ce que votre origine sociale a influé sur ce changement d'orientation ?

SH : Oui, assurément ! À cette époque, au début des années 80, j'étais très politisé. Je voulais changer le monde ! Maintenant j'arrive à peine à le comprendre. Deux questions me préoccupaient en particulier, la Palestine colonisée et l'autoritarisme du régime syrien, et ce sont ces questions qui m'ont amené à la sociologie. J'ai été marqué par ma première arrestation à l'issue d'une manifestation en commémoration de la Journée de la Terre (*Land Day*)

>>

dans le camp de réfugiés de Yarmouk à Damas où j'ai grandi. Un officier du renseignement m'a alors dit : « Tout votre groupe remplirait à peine un bus, on pourrait facilement vous embarquer en prison ! ». Les régimes autoritaires arabes ont toujours sous-estimé l'importance de ce « peuple des bus » – qu'il s'agisse d'intellectuels dissidents ou plus généralement d'une classe moyenne éclairée – comme instigateur dans les mouvements de protestation. J'ai trouvé refuge dans l'analyse de Foucault sur la microphysique du pouvoir et la biopolitique. Je suis allé en France pour poursuivre cette réflexion. J'étais intéressé par la recherche sur les élites politiques mais en même temps, mon activisme m'a aidé à appréhender la sociologie comme une activité non seulement « académique » et « critique », mais également « publique » et « appliquée », pour reprendre la typologie proposée par Burawoy.

MEI : Quelles difficultés avez-vous rencontré pour combiner sociologie académique et sociologie publique ?

SH : Dans le monde arabe, cela n'a guère été facile. Il faut aborder la sociologie, à l'instar de toutes les autres sciences, moins comme un sport de combat, c'est-à-dire une arme de défense contre les évidences du sens commun et contre les idéologies qui en découlent (comme proposé par Bourdieu), que comme un instrument dont se sert l'État pour mettre en œuvre ses projets de modernisation. Deux forces cherchent à délégitimer les sciences sociales : les élites politiques des régimes autoritaires, et certains groupes idéologiques – en particulier parmi les autorités religieuses. L'une comme l'autre mettent l'accent sur l'origine problématique des sciences sociales (nées à l'époque coloniale) et sur leur financement par l'étranger. Aujourd'hui je crois que le problème ne provient pas seulement des groupes religieux mais aussi de ce que j'appelle la gauche arabe « illibérale ». Leur arrogance est telle qu'ils ont tendance à ne pas se rendre compte des changements qui s'opèrent sur le terrain et résistent à des valeurs aussi universelles que la démocratie. Bien sûr, les révolutions arabes ont permis de révéler certaines avancées positives au plan cognitif, mais les sciences sociales n'ont pas eu un grand impact pour favoriser le changement et rationaliser les débats – à l'exception de la Tunisie, un cas à part où les universitaires ont contribué de manière importante à favoriser le dialogue au sein de la société et à faire participer la société civile. Le prix Nobel décerné au Quartet du Dialogue national constitue à cet égard une victoire symbolique significative.

MEI : Est-ce que les sociologues ont contribué à de telles avancées au plan cognitif pendant la période qui a suivi les soulèvements arabes ?

SH : La plupart des études postcoloniales menées dans la région se sont révélées simplistes et ne semblent pas à même d'appréhender les changements intervenus dans le monde arabe. Si nombre des soulèvements arabes ont

échoué à ce jour, ce n'est pas simplement dû à l'impérialisme et à la domination postcoloniale, mais à un autoritarisme depuis longtemps profondément ancré, et au sentiment de défiance de populations qui se trouvent dans un processus d'apprentissage de valeurs telles que le pluralisme, la démocratie, la liberté et la justice sociale. Le monde arabe a besoin d'outils sociologiques pour comprendre les mouvements sociaux sur la base de ce que décrit Asef Bayat, à savoir l'incursion silencieuse et prolongée mais généralisée des gens ordinaires sur le terrain des possédants et des puissants afin de survivre et d'améliorer leur existence.

De mon point de vue, la sociologie publique cherche toujours à susciter le débat sur la capacité des acteurs sociaux à transformer leur société. En tant que sociologue, mon rôle est de montrer qu'il n'y a pas de mal ou de bien à l'état pur. La sociologie, en développant notre imaginaire sociologique et en mettant l'accent sur la capacité d'action des acteurs sociaux, nous rappelle la nature complexe des phénomènes sociaux. En d'autres termes, la sociologie nous rappelle la nécessité de réfléchir aux luttes qui sont menées, au-delà des habituelles explications géopolitiques sur les conflits (selon lesquelles tel et tel pays fournissent les éléments d'« antagonisme » en même temps que les moyens de la guerre) et au-delà des conflits entre groupes ethniques (qui sont, hélas, la façon dont de nombreux universitaires, médias, et non spécialistes, appréhendent les conflits dans des pays comme la Syrie ou Bahreïn). La sociologie nous rappelle également d'analyser les alliances par rapport aux convergences d'intérêts plutôt qu'à l'appartenance à un camp (camp de la résistance opposé au camp de l'impérialisme, etc.), et que ce n'est pas seulement l'État islamique (EI) qui utilise le *takfir* (accusations d'apostasie) pour créer l'*homo sacer* (un être humain qui peut être tué sans jugement ni procédure légale) mais aussi ceux qui lancent des bombes sur des civils. La sociologie nous rappelle que les jeunes qui rejoignent l'EI ne le font pas simplement parce qu'ils ont lu une certaine catégorie de livres ou adopté certaines interprétations du Coran, mais parce qu'ils ont vécu dans un contexte d'exclusion politique et sociale.

MEI : Et quel rôle la sociologie publique a-t-elle effectivement joué dans le monde arabe ?

SH : Il reste au monde arabe à apprendre le rôle important que jouent les sciences sociales pour rationaliser le débat sociétal et apporter des solutions aux problèmes de la modernité. Dans les pays arabes, il est rarement question d'un « livre blanc » écrit par des spécialistes en sciences sociales à la demande des pouvoirs publics puis débattu dans la sphère publique. Même quand dans les années 90, le dictateur tunisien Zein Al-Dine Ben Ali a utilisé la science comme une arme idéologique dans sa lutte sans merci contre les islamistes tunisiens, ce n'est pas aux sciences sociales qu'il faisait référence mais aux

sciences exactes. Les réunions scientifiques se déroulent sous surveillance policière, comme toute autre réunion publique. En même temps, les sociologues n'ont pas su constituer une communauté scientifique capable de mieux se faire entendre et de protéger ceux qui sont critiques à l'égard du pouvoir.

MEI : On aborde ici une question très importante : Pourquoi la communauté scientifique est-elle si faible dans la région ?

SH : Deux processus sont nécessaires pour consolider une communauté scientifique : la profession doit avoir un statut, mais ce statut doit également être institutionnalisé au travers d'associations nationales. Or il n'y a ni l'un ni l'autre dans le monde arabe. On ne dénombre que trois associations de sociologie actives (au Liban, en Tunisie et au Maroc), et il est intéressant de constater que la répression étatique est nettement moindre dans ces trois pays que dans les autres pays arabes. Au sein du Conseil arabe des sciences sociales nouvellement créé, il a récemment été question de ce que cette organisation pourrait faire pour favoriser l'émergence de telles associations.

Comme je l'ai dit précédemment, la communauté scientifique devrait s'organiser pour affronter non seulement les États répressifs mais également ces forces qui cherchent à délégitimer les sciences sociales. Les autorités religieuses se sont souvent senties menacées par les sociologues du fait que les deux groupes sont en concurrence dans le débat public. Ainsi, je me souviens d'un débat télévisé particulièrement tendu entre un chef religieux, feu Cheikh Mohammed Saïd Ramadan al-Bouti (qui affirmait que l'islam est opposé à toute forme de planification familiale), et une activiste anticléricale du Syndicat général des femmes syriennes, une organisation parrainée par l'État. Alors que la planification familiale s'inscrit clairement dans le domaine de la sociologie et de la démographie, aucun spécialiste de sciences sociales n'a jamais été invité à participer à ces débats publics. Prenons un autre exemple, en provenance du Qatar. Les autorités qataries se protègent contre la réaction des responsables

politiques et religieux conservateurs en demandant aux succursales qataries des universités étrangères d'enseigner le même programme que celui dispensé au Qatar. Cependant, qui protégera les professeurs au sein de ces universités parachutées ? Dans une interview récente, le président de l'Université Carnegie Mellon du Qatar, pour « se protéger », insistait sur le fait que ce sont les autorités qataries qui sont responsables du programme de l'université. Tout le monde essaye ainsi de court-circuiter le débat, dans un contexte problématique où la liberté d'expression est extrêmement limitée. Le développement d'une « sphère pour la science » pourrait devenir un espace extraterritorial qui ferait exception, dans le sens où les lois locales pourraient ne pas s'appliquer, en accordant la liberté de critiquer la société environnante, mais au risque de se déconnecter des besoins de la société.

MEI : En tant que vice-président de l'Association internationale de Sociologie, que pouvez-vous faire pour aider à institutionnaliser la communauté sociologique ?

SH : L'ISA peut jouer un rôle majeur à cet égard. Au Congrès mondial de 2014 à Yokohama, j'ai été élu pour quatre ans pour servir toutes les associations nationales de sociologie. Je me suis fixé cinq priorités. Premièrement, encourager davantage la collaboration Nord-Sud au niveau des membres individuels, des institutions et des membres collectifs. Deuxièmement, inciter les sociologues du monde entier, mais particulièrement ceux d'Amérique du Sud, d'Afrique et du Moyen-Orient, à rejoindre l'Association, car le nombre d'adhérents à l'ISA dans ces régions est encore assez faible. Troisièmement, essayer de lever des fonds pour subventionner la participation des sociologues des pays les plus pauvres (catégories B et C) aux conférences de l'ISA. Quatrièmement, encourager les associations nationales en Amérique du Sud, en Afrique et au Moyen-Orient ainsi qu'en Europe, à devenir membres collectifs de l'ISA. Et enfin, œuvrer pour que l'ISA participe plus efficacement au soutien des communautés scientifiques nationales en effectuant plus de visites à leurs associations et en encourageant la mise en réseau des différentes régions. La tâche qui est devant moi est donc immense. ■

Toute correspondance est à adresser à Sari Hanafi <sh41@aub.edu.lb> et Mohammed El Idrissi <mohamed-20x@hotmail.com>

> La biopolitique dans la crise des déchets au Liban

Nisrine Chaer, Université d'Utrecht (Pays-Bas)



| Les ordures s'amoncellent à Beyrouth.

majeur avait déjà eu lieu une semaine auparavant, lorsque les organisateurs de You Stink avaient pris leurs distances avec les manifestants des rues. Les manifestations avaient pris un tour violent, et de nombreux participants furent accusés d'être des *Moundassin* (un mot arabe pour désigner voyous ou infiltrés) et de saboter les manifestations non violentes. You Stink a même fait appel aux autorités pour prendre des mesures plus énergiques contre les « infiltrés » et « nettoyer les rues » des manifestants violents, en déclarant que ces jeunes protestataires étaient des « voyous » du parti Amal. Dans les jours qui ont suivi, plusieurs manifestants (principalement des gauchistes), défiant You Stink avec des slogans comme « Je suis un *Moundass* » (je suis un infiltré) et dénonçant la condescendance désobligeante qu'impliquait l'utilisation du terme *Moundass*, poussèrent les leaders de You Stink à présenter des excuses.

Mais l'incident a révélé une profonde division. Dans leur utilisation du terme *Moundassin*, les médias et les responsables politiques libanais, de même que certains activistes, reproduisaient un discours de classe et raciste en traitant par le mépris les manifestants et en insistant sur leur « apparence physique différente ». Un journal libanais les a qualifiés de « chiens » tandis que d'autres les ont qualifiés d'« hommes aux torsos nus »

En août 2015, les manifestations liées à la crise des déchets ont abouti à la naissance d'un mouvement populaire anti-corruption. La crise de la gestion des déchets apporte un éclairage sur la biopolitique au Liban, en faisant apparaître comment l'État libanais et les partis sectaires reproduisent et renforcent les phénomènes de classe et la violence fondée sur la nationalité.

La crise des déchets à Beyrouth a débuté en juillet 2015, lorsque les ordures ont commencé à s'accumuler dans les rues de la ville. Un contrat de longue durée entre la société Sukleen, spécialisée dans le ramassage des ordures, et le gouvernement avait pris fin – un partenariat considéré comme typique du modèle libanais de privatisation, où les contrats signés par le

gouvernement se font en fonction des allégeances politiques, de la corruption et de la mentalité de rapine des élites. La campagne du mouvement « You Stink » (Vous puez) initiée par des membres de la société civile issus de la classe moyenne et par des activistes présents sur les réseaux sociaux, a gagné un public plus large, dont des organisations de la société civile, des collectifs étudiants, des groupes gauchistes, anti-sectaires, et féministes, en mobilisant les protestataires autour de questions plus générales comme la corruption, le népotisme, le manque d'espaces publics, l'abolition du régime sectaire, ou l'application du principe de responsabilité dans les cas de violences policières.

Plus de 70.000 personnes ont participé à une manifestation décisive le 29 août dernier. Mais un tournant



Manifestation du mouvement « Vous puez » contre le gouvernement libanais.

et d'« hommes masqués ». Certains médias affiliés aux partis politiques sunnites et chrétiens affirmaient que les manifestants venaient de quartiers populaires chiites de Beyrouth comme celui de Khandak El Gamik, et qu'ils étaient liés au Hezbollah. D'autres ont déclaré que les manifestants étaient des réfugiés syriens et palestiniens.

La riposte contre les manifestants a été brutale : la police anti-émeutes a eu recours aux armes pour les anihiler et les détenir. Après les avoir assimilés à des Moundassin, la déshumanisation a servi de justification à l'usage de la violence à l'encontre de manifestants issus des populations à faibles revenus et d'origine non libanaise. Au sein du système biopolitique libanais, ceux qu'on appelle les *Moundassin* – des personnes issues des classes populaires et des non-citoyens – sont criminalisés et abandonnés à leur sort, contrairement aux élites privilégiées dont la vie est jugée avoir plus de valeur.

Les manifestants ont répondu en mettant en œuvre des modes informels de prise en charge visant à protéger les participants contre les violences policières. Après chaque vague de détentions arbitraires, des sit-in étaient spontanément organisés devant les prisons, puis répétés et transformés en actes de résistance. Des banderoles sarcastiques et humoristiques critiquaient la diabolisation et

l'usage du terme *Indiseis* (infiltration). Certains arboraient « Je suis Khandak » (le quartier d'où les Moundassin étaient censés être originaires), « Nous sommes les *Moundassin* », « #*Indiseis* », « C'est la révolution de l'*Indiseis* », etc. tandis que d'autres tournaient en dérision la police banalisée « infiltrée » dans la foule.

Ce type de revendication par les *Moundassin* s'est propagé. Quand le président de l'Association des commerçants de Beyrouth a déclaré que des manifestants « communistes » (« que la Russie vomissait ») allaient détruire l'économie et l'image civilisée du pays, un groupe de manifestants a investi un espace chic et à la mode illégalement privatisé du centre-ville de Beyrouth pour y installer un grand marché populaire, sorte de bazar et marché aux puces (appelé *Souk Abou Rakhousa*) qui a attiré des milliers de personnes qui, ensemble, parodiaient ces commentaires malvenus et se réjouissaient d'avoir récupéré cet espace réservé.

Quels enseignements sur le système de classe et le régime de citoyenneté libanais peut-on tirer des manifestations liées à la crise des déchets à Beyrouth ? La réglementation propre au système libanais permet aux élites politiques de bénéficier des appels d'offres concernant la gestion des déchets. Ces élites sont reliées à la population au travers d'un réseau

complexe de relations économiques capitalistes renforcé par le système politique sectaire. La biopolitique au Liban repose sur un État néolibéral et des acteurs sectaires qui destinent les élites aux catégories économiques supérieures tandis qu'ils soumettent et contrôlent les personnes n'appartenant pas à cette élite.

La plupart des décharges se trouvent dans des quartiers marginalisés. En fait, le contrat avec Sukleen a pris fin juste au moment où des habitants de la région de Na'ameh ont bloqué une route d'accès à une immense décharge qui avait entraîné depuis son ouverture en 1998 de sérieux risques pour la santé et des dommages écologiques dans toute la zone. Bien que le gouvernement ait promis de la fermer en 2004, elle était toujours en fonctionnement en 2015. Les populations qui vivent près de la décharge sont exposées à des risques environnementaux très importants, à des toxines et des substances cancérigènes, ce qui illustre bien la relation qui existe entre classe sociale et crise des déchets : le gouvernement et les partis sectaires ont le pouvoir sur le corps des personnes qui vivent près de ces décharges, les exposant à une mort lente.

Les modalités de la déshumanisation qui est à l'œuvre, et de la brutalité de la police, ainsi que la violence environnementale produite par ces décharges, illustrent la façon dont est structuré l'ordre libanais, qui est régi par les mêmes dirigeants corrompus depuis plusieurs décennies. La crise des déchets et l'accumulation des ordures dans les rues n'ont pas seulement rendu plus visible la corruption du pouvoir politique ; elles ont également révélé les dimensions de classe et raciale de la violence, qui sont profondément inscrites dans l'État-nation sectaire et la politique des pouvoirs publics au Liban. ■

Toute correspondance est à adresser à Nisrine Chaer <nisrine.chaer@gmail.com>

> La normalisation de l'extrême violence : Le cas d'Israël

Lisa Hajjar, Université de Californie à Santa Barbara (États-Unis)



Gaza en proie aux flammes et à une épaisse fumée noire après une frappe israélienne en juillet 2014.

Le 15 février 2016, Amitai Etzioni, sociologue et professeur à l'Université Georges Washington, a publié une tribune libre dans le quotidien israélien *Haaretz* sous le titre « Israël doit-il envisager d'employer des armes dévastatrices contre les missiles du Hezbollah ? ». ¹ En citant d'abord une source officielle israélienne anonyme qui a déclaré que le Hezbollah dispose de 100.000 missiles qui constituent une menace

majeure pour la sécurité, Etzioni soutient, à partir des affirmations du chef d'État major israélien, que la plupart de ces missiles se trouvent dans des domiciles privés. Etzioni pense qu'envoyer les troupes israéliennes au sol pour détruire les missiles « causerait très probablement de nombreuses pertes parmi les troupes israéliennes – ainsi que parmi la population civile libanaise ». Il émet une autre possibilité qui impliquerait l'utilisation d'explosifs combustible-air (FAE d'après

>>

le sigle anglais) afin de « disperser un nuage d'aérosol combustible qui est enflammé par un détonateur et produit des explosions massives [capables d'anéantir] tous les immeubles dans un rayon considérable ». Il reconnaît que même si les habitants de ces zones ciblées étaient prévenus, des pertes civiles seraient inévitables. Etzioni fait donc valoir que, parce qu'Israël pourrait être contraint d'utiliser des FAE, des experts militaires étrangers et des intellectuels publics « qui ne sont pas réputés pour être hostiles à Israël » devraient réfléchir à la riposte à mettre en place face aux missiles, dans l'espoir, écrit-il, de susciter « une meilleure compréhension, à défaut d'une acceptation pure et simple, de l'utilisation de ces armes puissantes, étant donné qu'il n'y a pas d'autre solution. »

Les États ont le droit de se défendre contre les menaces relatives à leur sécurité, mais l'usage de la force armée est régi par le droit international humanitaire (DIH), lequel repose, avant tout, sur l'obligation de faire la distinction entre d'une part les combattants et les cibles militaires, et d'autre part les civils et les biens de caractère civil. Les États peuvent user d'une force qui soit proportionnelle aux cibles militaires visées, et nécessaire pour atteindre des objectifs militaires légitimes ; mais même s'il était vrai que des missiles du Hezbollah se trouvent dans des lieux privés, tout scénario impliquant des armes de destruction massive telles que les FAE violerait les principes humanitaires fondamentaux de distinction et de proportionnalité.

En invitant des experts militaires étrangers et intellectuels publics à apporter leur aide pour normaliser de manière préventive l'extrême violence qui résulterait de l'usage des FAE, Etzioni rejoint l'approche d'Israël sur le droit international humanitaire. À la différence de ces États et de ces groupes militants qui n'ont que mépris pour le droit international humanitaire, Israël a un long passé de réinterprétation stratégique, es-

pérant ainsi intégrer sa propre violence « dans le cadre du droit ». Par exemple, en 2000, Israël a été le premier État à affirmer publiquement le droit de procéder à une exécution extrajudiciaire lorsqu'elle est justifiée par la politique sécuritaire. Daniel Reisner, ancien chef de la Division internationale de l'armée israélienne, l'expliquait ainsi :

Nous assistons aujourd'hui à une révision du droit international [...]. Si vous faites quelque chose suffisamment longtemps, le monde l'acceptera. Tout le droit international repose actuellement sur le fait qu'un acte qui est interdit aujourd'hui devient acceptable s'il est pratiqué par un nombre suffisant de pays [...]. Le droit international progresse par le biais de violations successives.²

Le scénario d'Etzioni qui implique l'utilisation de FAE se situe dans le prolongement de certaines évolutions récentes dans les conflits armés menés par Israël, et des arguments que le gouvernement a mis en avant pour justifier les changements stratégiques opérés dans le sens d'une violence plus indiscriminée et plus destructive. En septembre 2000, au début de la seconde intifada, que les autorités ont défini comme un « conflit armé sans être une guerre »,³ Israël a affirmé qu'en situation d'auto-défense, il avait le droit d'attaquer ce qu'il appelait une « entité ennemie » – c'est-à-dire les zones de la Cisjordanie occupée et de Gaza sous administration semi-autonome de l'Autorité palestinienne. Fin mars 2002, en réponse à un attentat-suicide meurtrier perpétré par le Hamas dans un hôtel de Netanya, Israël a lancé une campagne militaire de grande ampleur en Cisjordanie. L'opération « Rempart » marquait le début d'une nouvelle stratégie – baptisée « Tondre le gazon »⁴ – visant à infliger des représailles violentes et destructrices, avec l'objectif à la fois de réduire les possibilités actuelles d'attaque et de prévenir de futures actions violentes contre Israël. Le 9 avril, au cours de la bataille de Jénine

(la plus vaste opération militaire menée par Israël depuis l'invasion du Liban en 1982), 13 soldats israéliens, tous réservistes, ont été tués lors d'une embuscade – entraînant une forte pression politique en Israël pour occuper le camp rapidement, afin d'éviter d'autres victimes militaires. Par conséquent, au lieu d'envoyer des soldats dans les immeubles pour capturer ou tuer les responsables, certains immeubles ont d'abord été bombardés, et les Palestiniens ont été forcés de servir de boucliers humains afin de précéder et protéger les soldats israéliens.⁵ À l'époque, on considérait, compte tenu des objectifs militaires, que l'usage de troupes au sol respectait mieux le principe de proportionnalité que des bombardements aériens. Mais les opérations urbaines sont tactiquement plus difficiles et plus dangereuses pour les États qui y recourent. L'usage de boucliers humains constituait une stratégie destinée à protéger l'armée, mais dans une réglementation datant de 2005, la Haute Cour de Justice d'Israël a interdit cette pratique.

L'ensemble de ces facteurs a entraîné un changement stratégique, dans le sens d'une plus grande violence venant des airs ou à distance. Le 22 juillet 2002, dans une opération ciblée pour tuer Salah Shehadeh, un leader du Hamas, un F-16 a lâché une bombe d'une tonne sur al-Daraj, un quartier très peuplé de Gaza. La bombe a détruit l'immeuble où habitait Shehadeh ainsi que huit immeubles avoisinants, et en a partiellement détruit neuf autres. Outre Shehadeh et son garde du corps, 14 Palestiniens, dont huit enfants, ont été tués, et plus de 150 personnes blessées. L'indignation générale provoquée par la puissance de la bombe employée et le ciblage d'un quartier résidentiel a poussé les militaires israéliens à mener une enquête, qui a conclu que les militaires étaient habilités à cibler Shehadeh en tant que responsable d'actes terroristes – tout en admettant qu'il y avait eu des « déficiences au niveau des informations transmises », à savoir la présence de « civils innocents » dans

les environs de ce qui a été défini comme la cachette opérationnelle de Shehadeh.⁶

Ce discours sur les « civils innocents » parmi les « cibles légitimes » a préfiguré la nouvelle définition des « civils ennemis » comme boucliers humains *de facto* utilisés par des groupes contre qui Israël faisait la guerre – ce qui permettait de rejeter la responsabilité des victimes civiles résultant des frappes israéliennes sur les organisations ciblées. De la même façon, la préférence stratégique d'Israël pour les frappes aériennes par rapport aux opérations au sol a été présentée comme un choix « éthique » dans un important essai paru en 2005 signé par Asa Kasher, professeur à l'Université de Tel-Aviv et conseiller de l'armée israélienne, et le général Amos Yadlin. Ils écrivaient ainsi :

Habituellement, le devoir de minimiser les pertes parmi les combattants arrive en dernier sur la liste des priorités, ou presque en dernier, si l'on exclut les terroristes de la catégorie des non-combattants. Nous rejetons fermement une telle conception parce que nous la considérons comme immorale. Un combattant est un citoyen en uniforme. En Israël, assez souvent, il s'agit de conscrits ou de réservistes [...] Le fait que des personnes impliquées dans le terrorisme [...] résident et agissent dans le voisinage de personnes qui ne sont pas impliquées dans le terrorisme n'est pas une raison pour mettre en danger la vie du combattant qui les poursuit.⁷

De telles réinterprétations stratégiques destinées à privilégier la sécurité des troupes par rapport à celle des civils va à l'encontre du principe de l'immunité des civils, et fabrique de toutes pièces la « civilianisation » des combattants qui font la guerre. Par ailleurs, cela contredit fondamentalement le fait que le DIH ne prévoit pas la distinction entre civils sur la base de la nationalité. Grégoire Chamayou décrit ceci comme « un principe *sui generis* d'immunité du

combattant impérial »⁸. Il affirme que « le projet n'est rien de moins qu'un dynamitage du droit des conflits armés tel qu'il avait été stabilisé dans la deuxième moitié du XX^e siècle : une éviscération des principes du droit international par un nationalisme de l'auto-préservation vitale »⁹.

En 2005, Israël a retiré unilatéralement ses troupes de Gaza et isolé la région. Après les élections législatives palestiniennes, qui ont été remportées par le Hamas, et après les conflits entre factions qui ont poussé l'Autorité palestinienne hors de Gaza, le siège de la bande de Gaza s'est intensifié. Cette suite d'événements a renforcé l'affirmation par Israël que Gaza était une entité hostile contrôlée par les terroristes et peuplée de sympathisants au terrorisme, où des civils étaient utilisés par le Hamas comme boucliers humains.¹⁰ Cette façon de présenter les choses pouvait être comparée au discours d'Israël sur les régions du Liban contrôlées par le Hezbollah suite au retrait unilatéral d'Israël de la zone occupée du Sud-Liban en 2000. La description de Gaza comme un territoire étranger, hostile, et attaquant, semblait signifier qu'Israël ne devait pas être tenu pour responsable de la sécurité des civils – même lorsque c'était Israël qui attaquait. Ainsi que Neve Gordon et Nicola Perugini l'expliquent, « la formulation post-hoc est essentielle pour justifier ce processus [de légitimation des bombardements qui tuent une grande quantité de civils] puisqu'il permet à Israël d'affirmer que la violence était utilisée en accord avec le droit international et qu'elle est, par conséquent, éthique. »¹¹

Lorsqu'Israël a envahi le Liban en 2006, l'armée a employé délibérément une force disproportionnée, suivant une stratégie baptisée « doctrine Dahiya », en référence à la destruction totale d'un faubourg à dominante chiite au sud de Beyrouth. En 2008, le général de division Gadi Eizenkot, ancien chef du commandement du Nord d'Israël, déclarait : « Ce qui est arrivé dans le quartier

Dahiya de Beyrouth en 2006 arrivera dans chacun des villages où Israël est pris pour cible [...] Nous répondrons par une force disproportionnée et provoquerons dans ces endroits des dommages et des destructions importants. De notre point de vue, ce ne sont pas des villages de civils mais des bases militaires [...] Il ne s'agit pas là d'une recommandation : c'est un plan d'action. Et il a été approuvé. »¹² La logique de cette stratégie a été développée plus avant en octobre 2008 par Gabi Siboni, colonel à la retraite et analyste stratégique, dans les termes suivants :

Le principe [est de faire porter] notre effort de guerre en premier lieu sur une frappe disproportionnée contre les points faibles de l'ennemi, et en second lieu sur des opérations permettant de neutraliser les capacités de lancement de missiles de l'ennemi [...] Ce type de riposte a pour objectif d'infliger des dommages et une punition d'une ampleur qui nécessitera un long et coûteux processus de reconstruction. L'attaque doit être menée aussi rapidement que possible, et doit se fixer comme priorité de provoquer des dégâts avant de trouver chacun des responsables des lancements de missiles [...] Une telle riposte laissera une trace dans les mémoires [...] et accroîtra ainsi le pouvoir de dissuasion d'Israël tout en réduisant la probabilité d'hostilités contre Israël pour une longue période.¹³

Et en effet, deux mois après que cette nouvelle doctrine stratégique de la force disproportionnée ait été annoncée, Israël lançait l'opération « Plomb durci » à Gaza. Selon le rapport d'une mission d'information diligente par l'ONU, aussi bien l'armée israélienne que les militants palestiniens avaient commis des crimes de guerre et de possibles crimes contre l'humanité. Selon le rapport, Israël avait pour cible « le peuple de Gaza dans son ensemble », sans faire la distinction entre population civile et combattants. Les attaques d'Israël

contre les infrastructures civiles étaient délibérées, systématiques, et s'inscrivaient dans une stratégie plus générale.

La guerre de Gaza en 2014 a été de loin l'épisode le plus violent et le plus destructeur jusqu'à ce jour. L'opération « Pilier de défense » a donné lieu à plus de 6000 attaques aériennes et à des tirs d'environ 50.000 obus d'artillerie et de chars – des explosifs puissants estimés à 21 kilotonnes. Les moyens employés incluaient des drones, des hélicoptères Apache tirant des missiles Hillfire, et des F-16 transportant 2000 livres de bombes.¹⁴ Les cibles incluaient un vaste ensemble d'infrastructures – dont des usines de désalinisation, des réseaux électriques, des hôpitaux, des écoles et des universités, ainsi que des tours d'habitation et des centres commerciaux – de même que toute structure identifiée comme ou supposée être en liaison avec le Hamas. À la fin de la guerre, plus de 2100 Palestiniens avaient été tués et plus de 11.000 blessés, dont la majorité était des civils. Des familles entières ont été exterminées, et des quartiers entiers rasés.¹⁵

L'interprétation de ce qui est légal en temps de guerre – surtout à notre époque où la manière de faire la guerre a si radicalement changé – est déterminée en partie par les pratiques des États, et plus particulièrement des États puissants. L'usage par Israël de l'extrême violence et son indifférence délibérée à l'immunité des civils étrangers vont certainement inciter d'autres États engagés dans des conflits asymétriques à mettre en avant le même type de justifications. De fait, la proposition d'Etzioni de recruter des experts militaires étrangers et des intellectuels publics pour justifier de manière préventive l'usage futur de FAE est une invitation à légitimer l'extrême violence. Inversement, ce scénario montre le rôle que peuvent jouer les spécialistes des sciences sociales qui connaissent la relation entre le droit et la guerre et sont engagés dans une interprétation du DIH basé sur un consensus international. Ce rôle implique d'utiliser notre expertise pour que soit maintenue l'illégitimité de l'utilisation de la force disproportionnée et des armes non-discriminatoires. ■

Toute correspondance est à adresser à Lisa Hajjar <lhajjar@soc.ucsb.edu>

¹ Le titre a en fait été modifié à deux reprises avant l'adoption de cette version. Cf. Ben Norton, "Prominent American Professor Proposes that Israel 'Flatten Beirut' – a 1 million-person city it previously decimated" [Un professeur américain renommé propose qu'Israël "rase Beyrouth", une ville d'un million de personnes qu'il a déjà décimée], *Salon*, 18 février 2016.

² Yotam Feldman et Uri Blau "Consent and Advise," *Haaretz*, 29 janvier 2009, <http://www.haaretz.com/consent-and-advise-1.269127>.

³ Cf. Asher Maoz, "War and Peace: An Israeli Perspective", *Constitutional Forum* 14(2) (Winter 2005), p. 35-76.

⁴ Efraim Inbar et Eitan Shamir, "'Mowing the Grass': Israel's Strategy for Protracted Intractable Conflict", *Journal of Strategic Studies* 37(1), 2014, p.65-90.

⁵ Yael Stein, *Human Shields: Use of Palestinian Civilians as Human Shields in Violation of High Court of Justice Order*, Jérusalem : B'tselem, 2002.

⁶ Porte-parole de l'Armée de Défense d'Israël, "Findings of the inquiry into the death of Salah Shehadeh", 2 août 2002, <http://www.mfa.gov.il/mfa/government/communiques/2002/findings+of+the+inquiry+into+the+death+of+salah+sh.htm>.

⁷ Kashar et Yadlin, "Assassination and Preventive Killing", *SAIS Review*, 25(1) (Winter-Spring 2005), p.50-51.

⁸ Grégoire Chamayou, *Théorie du drone*, La Fabrique Éditions, 2013, p.183.

⁹ *Ibid.*, p.134.

¹⁰ Cf. Neve Gordon et Nicolas Perugini, "The Politics of Human Shielding: On the Resignification of Space and the Constitution of Civilians as Shields in Liberal Wars", *Society and Space*, 34(1), 2016, p.168-87.

¹¹ *Ibid.*

¹² "Israel Warns Hizbullah War Would Invite Destruction", *Ynet*, 3 octobre 2008, <http://www.ynetnews.com/articles/0,7340,L-3604893,00.html>.

¹³ Gabi Siboni, "Disproportionate Force: Israel's Concept of Response in Light of the Second Lebanon War", *INSS Insight* 74, 2 octobre 2008, <http://www.inss.org.il/index.aspx?id=4538&articleid=1964>.

¹⁴ Rashid Khalidi, "The Dahiya Doctrine, Proportionality, and War Crimes", *Journal of Palestine Studies*, 44(1), 2014-15, p.5.

¹⁵ Cf. "50 Days of Death and Destruction: Israel's 'Operation Protective Edge'", Institute for Middle East Understanding, 10 septembre 2014, <http://imeu.org/article/50-days-of-death-destruction-israels-operation-protective-edge>.

> Protéger les civils

Réponse à Lisa Hajjar

Amitai Etzioni, Université George Washington, Washington D.C. (États-Unis)

Lisa Hajjar a interprété une tribune libre que j'ai écrite comme une nouvelle étape dans une campagne tous azimuts d'Israël visant à inscrire « la violence dans le droit ». En guise de réponse, je souhaiterais d'abord expliquer la raison de cette tribune, et ensuite essayer de présenter – dans l'espace qui m'est imparti – ce que je considère comme le problème de fond, et comment on pourrait s'employer à le résoudre.

J'ai perdu la plupart de mes amis et été le témoin de beaucoup de tueries et de douleurs, aussi bien du côté des Juifs que des Arabes, au cours de la guerre de 1948-50. Cette expérience formatrice (j'ai eu 20 ans au milieu de la guerre) m'a laissé le sentiment profond que toutes les guerres – qu'elles répondent ou non au critère de la guerre juste – sont tragiques, et que nous devrions faire le maximum pour les éviter. J'ai consacré deux livres à la recherche de moyens d'éviter la guerre nucléaire (*The Hard Way to Peace*, et *Winning without War*), j'ai manifesté à Trafalgar Square contre les bombes nucléaires, et mon activisme a failli me coûter mon travail à l'Université de Columbia. Je suis devenu ensuite un des premiers activistes contre la guerre du Vietnam (ces expériences sont décrites dans *My Brother's Keeper: A Memoir and a Message*). Je me suis opposé à l'invasion américaine de l'Irak. Dans *Security First*, j'affirme, sur la base d'un travail de recherche approfondi, qu'un examen détaillé des textes religieux islamiques montre que l'Islam *en soi* ne légitime pas la violence. Plus récemment, j'ai écrit plus d'une vingtaine d'articles et de tribunes pour avertir que les États-Unis et la Chine étaient en train de glisser vers la guerre, et j'ai rassemblé un groupe d'intellectuels chinois et américains pour militer en faveur d'une « retenue mutuelle assurée » [*Mutually Assured Restraint*]. En résumé, bien que personne n'ait une lecture très objective de son propre travail,

une grande partie de ma vie depuis 1950 a été consacrée à tenter de contenir la violence et à lui imposer des limites.

Malheureusement, je n'ai pas été capable de trouver la façon de faire évoluer concrètement Israël et la Palestine vers la solution des deux États, qui est la solution qui a nettement ma préférence. Avec Shibley Telhami, un universitaire palestinien, j'ai suggéré qu'une évolution était possible si nous arrêtons de nous focaliser sur le passé, et nous intéressions plutôt à la direction que nous pourrions prendre, au lieu de nous demander qui porte la responsabilité de notre situation tragique actuelle. (Une fois que nous aurions deux États – écrivions-nous –, il y aurait largement le temps de mettre en place une Commission pour la Vérité et la Justice chargée d'analyser le passé).¹ Et j'ai souligné que la terre offrait suffisamment d'espace pour les deux peuples – contrairement à ceux qui prétendent qu'un camp doit rejeter l'autre camp à la mer ou jusqu'en Jordanie.² Je reconnais que ces petites déclarations sont peu de chose. Et ne serait-ce que pour mes quatre petits-enfants qui vivent en Israël et leurs parents, j'aurais aimé pouvoir en faire beaucoup plus.

En ce qui concerne ma récente tribune, Lisa Hajjar pense que l'article vise à introduire la violence dans le droit. Bien loin de cela, il cherche à éviter le bain de sang. Je considère comme un fait incontestable que le Hezbollah a amassé quelque 100.000 missiles, et qu'il a pour objectif de détruire Israël. Il n'a jamais cherché à cacher ses intentions ni sa puissance. Le Hezbollah n'a manifestement pas hésité en 2006 à faire pleuvoir des missiles sur Israël, en dépit du fait qu'Israël – comme même les Nations unies, difficilement soupçonnables de parti-pris en faveur d'Israël, l'ont reconnu – a respecté tous ses engagements internationaux envers le Liban après avoir retiré ses forces de son territoire (qu'Israël n'avait du reste

“Le but n’est pas de légaliser la violence, mais de l’empêcher”

aucun droit d’occuper). De plus, je pense qu’il est évident que la plupart des missiles du Hezbollah sont stockés chez l’habitant. Il est absolument légitime de se demander ce qu’il faudrait faire si c’est bien là qu’ils sont positionnés.

J’ai donc préconisé dans ma brève tribune, que, avant que ces missiles ne soient une fois encore déclenchés, nous posions la question d’ordre éthique, juridique et pragmatique de savoir comment Israël devrait répondre à de telles attaques. Le but n’est pas de légaliser la violence, mais de l’empêcher. Je faisais remarquer que si les troupes israéliennes devaient aller d’une maison à l’autre pour détruire les missiles, il y aurait un grand nombre de victimes des *deux côtés* – et que cela doit par conséquent être évité. Dans le passé, faisais-je observer, les États-Unis ont pris pour cible des populations civiles à Tokyo et à Dresde. On dit qu’Israël a fait pareil en 2006 à Beyrouth. *Je n’étais pas d’accord avec cette comparaison.*³ Ensuite j’ai rapporté que deux experts militaires américains avaient suggéré que des explosifs conventionnels de forte puissance pourraient être utilisés – après avoir donné le temps à la population civile d’évacuer les zones dans lesquelles les missiles se trouvaient concentrés. Je reconnais que, quelles que soient les précautions prises, il y aura hélas des dommages collatéraux – dommages qui sont constatés dans tous les conflits armés, quels que soient les moyens de guerre utilisés. De tels dommages collatéraux sont l’une des principales raisons pour que les différents camps cherchent à éviter la guerre. Je terminais en suggérant d’inviter des acteurs extérieurs à participer,

afin de voir s’ils pouvaient trouver de meilleurs moyens de dissuader le Hezbollah d’utiliser ses missiles, et également suggérer de meilleures réponses au cas où les missiles seraient lancés.

Je ne suis pas en mesure d’évaluer les propositions des différents Israéliens qui sont cités par Hajjar, ni quels effets leurs déclarations ont eu. Je peux néanmoins souligner qu’il s’agit difficilement d’un problème exclusivement israélien. Prétendre cela conduirait à des conclusions erronées. C’est un problème auquel les États-Unis et leurs alliés sont confrontés dans tout le Moyen-Orient (entendu au sens large), une région où les terroristes violent régulièrement le principe de la distinction – qui constitue la règle la plus importante lors de conflits armés. Ils stockent des munitions dans les mosquées, distribuent dans les ambulances des vestes pour se faire exploser, mitraillent depuis des maisons privées, placent des pièces d’artillerie dans les écoles, et utilisent les civils comme boucliers humains.

Ceux qui cherchent à battre en brèche les terroristes n’ont plus que deux options : soit subir un grand nombre de pertes et être expulsés de la région, en laissant des organisations comme l’EIL [État islamique en Irak et au Levant] commettre des exactions sur la population, soit frapper des cibles civiles et provoquer des pertes massives. *Aucune des deux n’est acceptable.* Dans ma tribune, j’exhortais les lecteurs à considérer comment ce tragique dilemme peut être traité – un exercice sur lequel le long exposé de Lisa Hajjar reste silencieux. ■

Toute correspondance est à adresser à Amitai Etzioni <amitai.etzioni@gmail.com>

¹ Etzioni, A. et Telhami, S. “Mideast: Focus on the Possible”, *The Christian Science Monitor*, 17 juin 2002.

² Etzioni, A. “Israel and Palestine: There’s Still Room at the Inn”, *The National Interest*, 9 avril 2014, <http://nationalinterest.org/commentary/israel-palestine-theres-still-room-the-inn-10212>.

³ Etzioni, A. “Should Israel Consider Using Devastating Weapons Against Hezbollah Missiles?”, *Haaretz*, 15 février 2016 <http://www.haaretz.com/opinion/.premium-1.703486>

> Vladimir Yadov, ou comment être humain dans un monde inhumain

Dmitri N. Shalin, Université du Nevada à Las Vegas (États-Unis)



Vladimir Yadov en 2009, à l'occasion de son 80^e anniversaire.

Dans les années 60, le Laboratoire de Recherches sociales concrètes de Leningrad était le foyer d'une science sociologique nouvelle, qui luttait pour trouver sa place au sein de la discipline idéologiquement implacable dénommée « matérialisme historique ». De prétendus sociologues livraient leurs travaux de recherche empirique aux autorités soviétiques, en partant du principe que les outils de la sociologie pouvaient servir à étudier les progrès réalisés sur la voie du communisme, et permettant ainsi aux observateurs de repérer et faire connaître les évolutions qui s'accordaient avec les prédictions du dogme marxiste-léniniste. Vladimir Yadov était alors l'un des grands noms de la discipline et figurait comme le fer de lance de la renaissance d'une sociologie russe qui avait été décimée par la révolution bolchévique et les purges staliniennes. L'étude novatrice publiée avec ses collègues, *L'Homme et son travail* [non traduit], et sa monographie sur *La méthodologie et les méthodes de recherche sociologique* [non traduit], le propulsèrent à l'avant-garde de cette discipline émergente.

J'étais étudiant de troisième année à l'Université d'État de Leningrad lorsque mon mentor, Igor Kon, m'a fait découvrir le laboratoire de recherche de Yadov, en 1968. Tout au long des huit années qui ont suivi, j'ai participé à ses séminaires, d'abord comme étudiant de deuxième cycle puis comme étudiant en doctorat et chercheur associé. Véritables pépinières intellectuelles, des séminaires de ce type apparaissaient dans toutes les grandes villes

du pays, sous la houlette de figures comme Iouri Levada, Igor Kon, Georgy Shchedrovitsky et d'autres pionniers de la recherche sociologique. Leurs opinions progressistes, leur connaissance intime de ce qui se publiait à l'étranger, et leur politique d'ouverture attiraient des intellectuels en herbe et ont marqué de manière indélébile toute une génération de jeunes sociologues.

Parmi ses collègues, Yadov se distinguait par ses manières simples et son indifférence aux privilèges associés au rang. Sa volonté de dépasser le dogme officiel était stimulante. Et il importait peu qu'il s'adressât à un étudiant de troisième année ou à un universitaire reconnu, comme ce jour où il m'expliqua les subtilités de la théorie de la personnalité pendant que ses pairs patientaient avant de pouvoir à leur tour s'adresser à la sommité. Ce qui comptait, c'était de contribuer à la cause commune, qui à l'époque englobait l'étude des orientations de valeur et des conceptions du travail chez les ouvriers et ingénieurs soviétiques. Ces conceptions ne s'accordaient pas toujours avec les prédictions théoriques : les travailleurs manifestaient un enthousiasme limité pour les exhortations du Parti à travailler de manière désintéressée pour un avenir radieux – et beaucoup plus d'intérêt pour les avantages matériels de leur travail. À la fin des années 60, l'esprit de la sociologie empirique commença à irriter les idéologues du Parti communiste, et après l'invasion de la Tchécoslovaquie par l'Union soviétique dans le but d'anéantir le Printemps de Prague, la sociologie soviétique et ses aspirations progressistes ont connu des temps difficiles. Yadov s'est efforcé de sauver son équipe et son unité de recherche, puis une partie de l'Académie des Sciences d'URSS, mais il a fini par être évincé et son équipe dissoute. À tout moment, il est resté digne, refusant malgré les pressions grandissantes de dénoncer ses collègues, ou de se départir de son humanisme dans ces circonstances inhumaines.¹

En 1975, j'ai quitté la Russie pour émigrer aux États-Unis. Je n'ai pu renouer le contact avec Yadov qu'en 1987, à la

>>

faveur des réformes engagées par Mikhaïl Gorbatchev. Ce fut une période d'euphorie pour les sociologues russes, qui se sont efforcés de récupérer le temps perdu.² Puis Gorbatchev a préconisé la glasnost et la perestroïka, et des sociologues qui avaient été victimes de purges ont été réhabilités et appelés à diriger des centres de recherche nouvellement créés, comme les Instituts de Sociologie ou le Centre national d'Étude de l'Opinion publique. Yadov, qui à l'époque vivait à Moscou, s'est rapidement imposé comme un chef de file reconnu,³ et ses collègues l'ont élu président de l'Association russe de Sociologie et directeur de l'Institut de Sociologie de l'Académie des Sciences de Russie. Compte tenu de sa contribution à la sociologie du travail, il a par ailleurs été élu vice-président de l'Association internationale de Sociologie.

Le code de déontologie professionnel que des universitaires réformistes avait adopté en 1988 établissait le droit au libre examen et au libre débat comme un droit vital pour les sciences sociales. En appelant les sociologues à cultiver « la tolérance et le respect » envers leurs adversaires, à avoir « le courage de leurs convictions », à fuir les « étiquettes idéologiques » et éviter d'en appeler aux « autorités » pour trancher les controverses scientifiques, il encourageait également les sociologues à se pencher sur leur passé, entraînant les intellectuels russes dans une période de remise en question.⁴

Pendant la période d'adhésion spirituelle à la perestroïka qui a suivi, d'aucuns assurèrent avoir toujours été des dissidents clandestins, beaucoup s'empressèrent de renoncer à leur passé soviétique, et la plupart se débarrassèrent publiquement de leur carte du Parti. Mais pas Yadov ! Alors qu'il avait terriblement souffert des attaques soviétiques contre les intellectuels progressistes, il ne participa pas à la ruée. Yadov a conservé sa carte du Parti et est resté jusqu'au bout attaché aux idéaux de l'eurocommunisme prônés par Palmiro Togliatti, comme à la social-démocratie, qu'il estimait être le système politique et économique le plus humain. Il exhortait ses collègues à considérer les problèmes de la société comme les leurs, en montrant par son exemple comment exploiter les connaissances au profit du réformisme social. « Nous ne nous acquittons guère de notre devoir de sociologues si nous nous limitons à écrire des livres. Nous devons nous efforcer d'influencer le mouvement des planètes sociales », écrivait-il. « Lutter contre la corruption, mettre en place une justice indépendante, créer un système d'impôt progressif, et bien d'autres choses encore – voilà ce que la situation et le peuple exigent. »

La roue de l'histoire a tourné à nouveau lorsque Vladimir Poutine est arrivé au pouvoir. Il a mis du temps à dévoiler ses intentions mais quelques années après le début de son premier mandat à la présidence de la Russie, il devint évident que Poutine faisait bien peu de cas de la société civile ou de ses organisations. Les sociologues, confortablement installés dans la routine postsoviétique, découvraient soudain qu'il n'était désormais plus sûr de critiquer le gouvernement, et ceux qui participaient à des manifestations publiques et insistaient pour exercer leurs droits constitutionnels s'exposaient à des représailles.

En 2010, un groupe d'intellectuels ultranationalistes créait une association de sociologie rivale, s'en prenant

à l'association pilotée par Yadov et ses collègues.⁵ Après avoir tenu tête à Gennady Osipov – ardent défenseur du nationalisme russe et cerveau de l'association professionnelle concurrente –, Yadov, accusé d'avoir qualifié ses opposants de profascistes, a été convoqué devant la justice suite à une plainte pour diffamation. Entravé par la politique réactionnaire du pouvoir, et affaibli par l'âge et la maladie, Yadov se sentait de plus en plus marginalisé.

En 2009, à l'occasion de son 80^e anniversaire, un groupe d'étudiants et d'amis qui le soutenaient ont publié une *festchrift* [publication honorifique] pour témoigner de l'immense contribution de Yadov à la sociologie russe. Celui que ses amis appelaient Volodia restait optimiste sur les perspectives d'avenir de son pays. Il continuait à participer à des débats et à s'intéresser de près à la recherche – la sienne autant que celle des ses collègues plus jeunes. Mais son humeur s'est assombrie et il est devenu de plus en plus amer au fur et à mesure des atteintes aux droits civiques et de la montée d'un courant nationaliste virulent au sein de la sociologie russe.

J'ai eu des contacts plus suivis avec Yadov à partir de 2006 lorsque j'ai lancé avec mon collègue Boris Doktorov l'« Initiative biographique internationale », un projet en ligne visant à documenter la renaissance de la sociologie après la Deuxième Guerre mondiale. Avec l'aide bienveillante de spécialistes, nous avons rassemblé des interviews avec des sociologues russes, organisé des forums en ligne et défendu les méthodes biographiques pour la recherche en sciences sociales.⁶ Yadov a manifesté un vif intérêt pour notre projet. Il a écrit des mémoires, s'est prêté à des interviews et apporté des documents rares sur les années de formation de la sociologie soviétique, son évolution après la fin du dégel engagé par Khrouchtchev et sa transformation pendant la perestroïka.

Vladimir Yadov est mort le 2 juillet 2015. Quelques années avant son décès, nous avons engagé un intense dialogue en ligne sur le sort de la sociologie russe et la situation en Russie. Nous étions d'accord pour aborder sans ambages les compromis que les intellectuels ont été forcés de faire pour survivre sous le régime soviétique, les dilemmes éthiques auxquels ceux qui ont choisi d'émigrer ont été confrontés, le coût moral payé par ceux qui sont restés dans un pays dévasté par la répression, la transformation de la sociologie soviétique après la révolution engagée par Gorbatchev, la réduction à peau de chagrin de la liberté d'expression sous Poutine, les perspectives toujours plus sombres de réforme politique, et l'avenir de la sociologie publique dans un pays où les intellectuels qui mènent des recherches en opposition au pouvoir et parlent le langage de la vérité mettent leur métier, leur liberté, ou même leur vie, en danger.

Au cours de ces échanges, c'est avec une honnêteté poignante que Volodia revient sur son incrédulité lorsqu'un proche a été frappé par les purges organisées lors de la Grande Terreur de 1937, ou sur son malaise concernant ses origines juives et son désir de cacher son identité ethnique dans un pays où sévissait l'antisémitisme. Il avoue ressentir aujourd'hui de la honte face à certains compromis passés : ainsi, il a fait preuve de « lâcheté en n'allant pas à Moscou défendre [Iouri] Levada » lors d'une séance de pression idéologique, et « a gardé le silence »

>>

à certaines réunions du parti où des collègues ont subi la rituelle cérémonie de dégradation.

Durant ces échanges, Volodia parle aussi des caractéristiques qui l'ont aidé à constituer une équipe de sociologues fidèles : « Je suis de tempérament colérique », « un extraverti au caractère explosif », quelqu'un qui a « du mal à garder des informations confidentielles ». Mais ce sont précisément ces qualités-là, ajoute-t-il, qui « ont facilité des relations amicales » et l'ont « aidé à constituer un groupe de recherche au sein duquel l'apparence importait peu et où primait la contribution à la cause commune ».

« Décidément, Jésus était... le premier socialiste ! », déclare Yadov lorsqu'on le somme de définir son credo politique. « J'étais et je reste un partisan du socialisme », me dit-il fièrement. « Je suis convaincu que le système social n'est juste que lorsque des représentants démocratiquement élus s'efforcent de combler le gigantesque fossé qui sépare les différentes couches sociales ».

Au sujet des collègues qui ont choisi d'émigrer, Yadov explique y avoir beaucoup réfléchi : « Je comprenais entièrement leurs raisons. Et en même temps, j'avais le sentiment que leurs motivations étaient autres ». Il est fascinant de l'écouter expliquer comment, au plus fort de la perestroïka, il s'occupait en tant que directeur de l'Institut de Sociologie de sélectionner de jeunes chercheurs pour partir étudier à l'étranger, impatient de voir « qui d'entre eux reviendrait en Russie et qui ne reviendrait pas – d'après le Conseil britannique, tous étaient pourtant censés revenir ».

Yadov se hérisse contre ceux de ses collègues qui se rallient au credo ultrapatriotique et rêvent d'un retour à l'Empire soviétique. « Du temps de l'Union soviétique, Osipov, Dobrenkov, Zhukov faisaient partie de la *nomenklatura* et ils conservent encore aujourd'hui ce statut. Avant toute chose, ils cherchent à gagner les "faveurs du Tsar". [...] Depuis le temps que je connaissais Osipov, il s'était toujours montré comme un être dépourvu de scrupules, qui mentait de manière éhontée, intriguait avec maestria et complotait contre ses rivaux ». Yadov livre sans détour ses observations sur les intellectuels et les responsables serviles qui ont conservé tout au long de ces années, en dépit des changements, leur manière insidieuse d'agir. Un jour, les récits qu'il livre dans ces dialogues sur ces agissements et ces trahisons ne manqueront pas de provoquer des réactions parmi les professionnels de la sociologie de son pays – de même que le jugement qu'il porte sur le régime politique actuel et ses maîtres d'œuvre.

On mesure bien le degré d'aliénation auquel est arrivé Yadov concernant la situation actuelle en Russie dans la lettre qu'il m'a adressée le 25 juin 2011 : « Je ne ressens rien d'autre que de l'aversion pour Poutine. Homme cruel, cynique et assoiffé de pouvoir, qui ne ressent que du mépris pour son peuple, il recherche les richesses et le luxe. Qu'a-t-il dit quand on l'a interrogé sur les responsables politiques libéraux ? Il a dit "Tout ce qu'ils veulent, c'est le pouvoir et l'argent !". C'est pourtant sa mainmise sur les oléoducs qui lui a permis d'asseoir sa fortune personnelle. De toute évidence, cet homme peut faire du chantage à absolument toutes les personnes de son entourage, y compris [le Pré-

sident Dmitri] Medvedev. On peut imaginer le mépris bien mérité qui sera réservé à cet homme dans 30 ans ».

Mes dialogues avec Yadov trouveront le moment venu leur place en Russie et feront apparaître la vive inquiétude que ressentait Volodia à la fin de sa vie pour la cause à laquelle il avait consacré toute son existence.⁷

Qu'on choisisse de rester dans les coulisses de l'histoire, qu'on se retrouve entraîné dans la lutte contre son gré, ou qu'on s'engage volontairement, on se trouve nécessairement confronté à des dilemmes et exposé à des coûts matériels.⁸ À la fin de sa vie, Yadov se considérait comme « quelqu'un qui avait eu beaucoup de chance », et confiait à mon associé Boris Doktorov qu'il avait mené « une vie incroyablement heureuse ». Je pense que les luttes qu'il a choisi de mener et les querelles qu'il a évitées y sont pour beaucoup. Vladimir Yadov incarne un être doué d'une intelligence émotionnelle dans sa manière d'être au monde : ses émotions restaient intelligentes, et son intelligence émotionnellement saine. Il a fait des compromis, commis des erreurs, il a vu ses rêves devenir réalité puis être à nouveau réduits à néant, et pourtant il n'a pas perdu l'espoir et a persévéré même lorsque la résistance paraissait vaine.

Aujourd'hui, nous gardons de Vladimir Yadov le souvenir d'un homme plein d'humilité et de courage. Nous rendons hommage à l'intellectuel engagé qui toute sa vie a participé activement à l'histoire, a modifié l'orientation de plusieurs institutions et laissé des souvenirs durables. Le monde est meilleur quand on peut y rencontrer des personnes comme Yadov. ■

Toute correspondance est à adresser à Dmitri Shalin <shalin@unlv.nevada.edu>

¹ Cf. Shalin, D. (1978) "The Development of Soviet Sociology, 1956-1976". *Annual Review of Sociology* 4, p.171-91 ; (1979) "Between the Ethos of Science and the Ethos of Ideology". *Sociological Focus* 12(4), p.175-93 ; (1980) "Marxist Paradigm and Academic Freedom". *Social Research* 47, p.361-82 ; Firsov, B. (2012) *Histoire de la sociologie soviétique des années 1950 aux années 1980* (en russe). Saint-Petersbourg : Université européenne à Saint-Petersbourg.

² Shalin, D. (1990) "Sociology for the Glasnost Era: Institutional and Substantive Change in Recent Soviet Sociology". *Social Forces* 68(4), p.1-21 ; Doktorov, B. (2014) *Sociologie russe contemporaine. Recherches historiques et biographiques* (en russe). Moscou.

³ 2009) *Vive Yadov ! 80e anniversaire* (en russe). Moscou : Institut de Sociologie RAN.

⁴ Irsov, B. (2010) *La dissidence en URSS et en Russie, 1945-2008* (en russe). Saint-Petersbourg : Université européenne à Saint-Petersbourg ; Alekseev, A. (2003) *Sociologie dramatique et sociologie de l'autoréflexivité*. Vol. 1-4 (en russe), Saint-Petersbourg : Norma ; voir aussi Shalin, D. (1989) "Settling Old Accounts". *Christian Science Monitor*, 29 décembre ; et (1990) "Ethics of Survival". *Christian Science Monitor*, 4 décembre ; (1987) "Reforms in the USSR: Muckraking, Soviet Style". *Chicago Tribune*, 16 février.

⁵ Yadov, V. (2011) "Une histoire sordide" (en russe). *Trotsky Bulletin*, 6 décembre ; Shalin, D. (2011) "Becoming a Public Intellectual: Advocacy, National Sociology, and Paradigm Pluralism", p. 331-71 in D. Shalin, *Pragmatism and Democracy: Studies in History, Social Theory and Progressive Politics*. New Brunswick : Transaction Publishers.

⁶ International Biography Initiative. UNLV Center for Democratic Culture, <http://cdclv.unlv.edu/programs/bios.html>.

⁷ (2015) "Dialogues entre Vladimir Yadov et Dmitri Shalin" (en russe). *Public Opinion Herald*, No. 3-4, p.194-219, http://cdclv.unlv.edu/archives/articles/vy_ds_dialogues.pdf.

⁸ Shalin, D. (1993) "Emotional Barriers to Democracy Are Daunting". *Los Angeles Times*, 27 octobre ; (2007) "Vladimir Putin: Instead of Communism, He Embraces KGB Capitalism". *Las Vegas Review Journal*, 24 octobre.

> Le cheminement d'un sociologue chinois vers la sociologie publique

François Lachapelle, University of British Columbia (Canada)¹

24



| Shen Yuan.

« Il est fondamental de savoir d'où vient une société. Parce que vous [les Occidentaux] êtes nés dans des pays dotés d'une société, [l'idée même de société] vous apparaît comme évidente. Pour nous, c'est entièrement différent. Il nous faut partir de zéro. »

Entretien avec Shen Yuan, 2012,
Université Tsinghua (Pékin)

Assis à son bureau, Shen Yuan esquissa un sourire : il semblait quelque peu amusé qu'un sociologue canadien puisse lui consacrer une étude. Avant même que je lui pose ma première question, il me demandait déjà : « Pourquoi faites-vous des recherches sur les intellectuels chinois ? » – avant de se reprendre : « Ce n'est pas moi que vous devriez étudier. Si vous souhaitez faire des recherches sur nous, c'est à Sun Liping que vous devriez vous intéresser ». ² Puis en montrant le bureau de son collègue, il ajouta : « C'est le plus brillant d'entre nous. Ou alors vous pourriez prendre notre groupe comme objet d'étude – cela fait plus de dix ans que nous travaillons ensemble ». Plus tard au cours de notre entretien, Shen mentionna les noms de Li Qiang et

>>

Guo Yuhua comme les autres membres du groupe, avec lui-même et Sun Liping, et précisa qu'ils étaient tous à l'origine de la fondation du Département de Sociologie de l'Université Tsinghua en 2000.

Né à Pékin en 1954, Shen Yuan fait partie de ce que l'on désigne en Chine comme la génération des *zhìqīng* – les « jeunes instruits ». Pendant la révolution culturelle (1966-1976), Mao Zedong interrompit brusquement la scolarité de près de 17 millions de jeunes Chinois en les envoyant dans les campagnes pour une « ré-éducation » radicale. Censés tirer les enseignements de la sagesse révolutionnaire des masses rurales qui devait les transformer, ils étaient appelés à devenir la nouvelle génération de révolutionnaires chinois. Comme tant d'autres jeunes déplacés, Shen fut envoyé à la campagne pour plusieurs années. Après la mort de Mao en 1976 et le rétablissement du système éducatif dans les deux années qui suivirent, seule une faible proportion (2,3%) de la génération de Shen a eu le privilège de poursuivre ses études et d'aller à l'université. Shen a été l'un de ceux-là.

Il obtient en 1983 une licence de philosophie à l'Université du Peuple de Chine (Pékin). En 1986, il consacre son mémoire de fin d'études au leader de la révolution soviétique de 1917, sous le titre *Exploration et contribution de Lénine à l'épistémologie dialectique*. Quoique Shen se considérât lui-même comme résolument marxiste, après sept années d'immersion dans la philosophie maoïste-marxiste-soviétique, son enthousiasme pour cette glorieuse discipline avait diminué. Comme il l'a expliqué, « à ce moment-là [en 1986], je trouvais la philosophie très abstraite. La philosophie de cette époque n'était pas à même de résoudre les problèmes [concrets/sociaux]. »

Peu après avoir quitté l'Université du Peuple de Chine, Shen se tourne vers la sociologie, une discipline encore relativement sensible qui n'avait été réhabilitée que huit ans auparavant, en 1978. Ce choix n'était certes pas sans danger, mais la sociologie représentait en même temps un nouveau domaine inexploré de la connaissance, susceptible d'élargir l'horizon de l'exploration intellectuelle au-delà de la sainte trinité du maoïsme-marxisme-léninisme. Qui plus est, à la fois les dirigeants politiques et les intellectuels *zhìqīng* comme Shen Yuan considéraient la sociologie comme le meilleur moyen d'affronter et de mener à bien la gigantesque tâche de moderniser le pays.

De 1988 à 1998, Shen se consacre donc à la recherche au sein de l'Institut de Sociologie de l'Académie chinoise des Sciences sociales (CASS). Créé en 1977, le CASS – l'institut de recherche public le plus influent de Chine – est vite devenu, au début des années Deng Xiaoping, le principal groupe de réflexion du Comité central et du gouvernement chinois : il apporte aux organes les plus puissants du Parti Communiste chinois (PCC) les données et les connaissances en sciences sociales

nécessaires à l'élaboration de sa politique – concernant notamment les syndicats, l'entreprise privée, les migrations ou le chômage.

Dans les années 90, après le massacre de la Place Tiananmen, Shen reste au CASS mais, à l'instar de tant d'autres intellectuels chinois, son rapport à la sociologie et à l'État commence à changer. Tout en continuant à jouer un rôle central au sein de l'Institut de Sociologie dans le cadre de certains des principaux projets de recherche sociologique de l'ère réformiste, Shen se rapproche de plus en plus de milieux intellectuels extérieurs au CASS. Au début des années 90, il se lie d'amitié avec Guo Yuhua et Sun Liping (ce dernier étant considéré comme le sociologue le plus brillant de sa génération) et participe avec eux au projet de Sun d'une histoire orale de l'expérience chinoise du communisme. Puis en 1997, à l'âge de 43 ans, Shen termine sa thèse sur la nouvelle sociologie économique et les réformes du marché après 1978. Cette même année, il devient le rédacteur en chef de l'une des principales revues de sociologie de la Chine continentale, en s'attachant à améliorer la qualité des articles publiés mais aussi à créer un minimum d'autonomie de la discipline vis-à-vis du PCC.

Puis, après avoir quitté le CASS en mai 2000, Shen Yuan et une demi-douzaine d'autres sociologues créent le Département de Sociologie de l'Université Tsinghua à Pékin. Le paradigme de départ de l'École de Tsinghua s'inspirait du concept de civilisation communiste chinoise développé par Sun, ce que Claude Dubar a qualifié de « révolution copernicienne de la sociologie chinoise ». En moins de 20 ans, la discipline réhabilitée est passée du rôle de mandataire de la politique sociale de l'État – une sociologie socialiste docile – à celui de discipline capable d'élaborer un paradigme de recherche réflexif et « indépendant » axé sur l'expérience qu'ont eu les Chinois du pouvoir du PCC et du pouvoir étatique en général après 1949.

Au cours de ses deux premières années à l'Université Tsinghua, Shen a conjugué son intérêt étatique antérieur pour la sociologie économique avec son intérêt marxiste pour la sociologie du travail, en vue d'étudier les acteurs sociaux et leur capacité à agir et résister face à la progression des forces du marché. Entre 2002 et 2004, il a mis sur pied un projet intitulé *La construction de l'école du soir pour travailleurs migrants de Baigou* dans le but de faire de la recherche collaborative, donner des cours à ce groupe de travailleurs migrants et les aider à s'organiser. S'inspirant de l'idée d'Alain Touraine d'intervention sociologique, Shen a théorisé cette pratique dans un article qui constitue sa contribution la plus importante à la recherche dans ce domaine de la sociologie : « Intervention forte et intervention faible : Deux voies d'intervention sociologique ».³ À ce stade, Shen avait définitivement laissé derrière lui les considérations étatiques sur l'émergence du marché au profit d'un intérêt scientifique et militant presque exclu-

sif pour « la production de la société », c'est-à-dire d'une société capable de se défendre elle-même à la fois contre l'État et contre le marché.

C'est durant cette première période du parcours de Shen que Michael Burawoy a conçu la notion de *sociologie publique*. Lorsque nous avons demandé à Shen quelle avait été sa réaction en entendant pour la première fois parler de la sociologie publique de Burawoy, il nous a répondu : « Notre article publié en 1998 avait déjà pris une orientation dans le sens de la sociologie publique. Et puis, quand l'occasion s'est présentée, nous avons créé à Tsinghua le Département de Sociologie. Dès le départ, nous avons inscrit [notre département dans] une tradition de sociologie publique. [Bien qu'] à l'époque Michael Burawoy n'ait pas encore consacré cette expression, nous étions [déjà] convaincus que cette sociologie avait un rôle à jouer ».

Selon l'opinion de Shen, lui-même et ses collègues ont été des « sociologues publics » *avant la lettre*. Mais en tant qu'intellectuel chinois, la sociologie publique ne lui a pas seulement permis d'illustrer de manière fidèle son *faire* sociologique ; la théorie de Burawoy lui a également apporté

la faculté intellectuelle de s'auto-concevoir, une identité permettant de définir avec fidélité son être sociologique.

La nouvelle identité de Shen a eu des conséquences importantes sur sa vie intellectuelle. Depuis sa conversion à la sociologie publique, Shen a ardemment défendu l'idée que la mission de la sociologie était de participer à, ou d'intervenir dans, la production de la société afin, « d'une part, d'aider à résister aux pressions de l'État et du marché, et de l'autre, d'aider la société à émerger et à se développer ». Sur le plan théorique, pratiquement toutes les publications de Shen depuis plus de dix ans ont été fortement influencées par Burawoy et Touraine. Le titre de l'un des derniers articles dont il est le coauteur, « Worker-Intellectual Unity: Trans-Border Sociological Intervention in Foxconn » [L'unité travailleur-intellectuel : L'intervention sociologique transfrontalière chez Foxconn], illustre bien l'énergie avec laquelle Shen s'est engagé dans cette voie. Mais surtout, sur le terrain, les activités sociales de Shen auprès d'ONG intervenant dans le domaine des relations de travail, et auprès de différents médias et plateformes sur Internet, de responsables politiques et de syndicalistes, incarnent avec force l'esprit de la sociologie publique. ■

Toute correspondance est à adresser à François Lachapelle
<f.lachapelle@alumni.ubc.ca>

¹ Cet article est tiré de mon mémoire de master *From Nameless Marxist to Public Sociologist: The Intellectual Trajectory of Shen Yuan in Contemporary China* [Du marxiste sans nom au tenant de la sociologie publique : Le parcours intellectuel de Shen Yuan dans la Chine contemporaine], University of British Columbia, 2014.

² Cf. l'interview de Sun Liping dans *Dialogue Global* 2(4), mai 2012, <http://isa-global-dialogue.net/wp-content/uploads/2013/07/v2i4-french.pdf>.

³ Yuan, S. (2007) « "Intervention forte" et "intervention faible" : deux voies d'intervention sociologique ». *Cahiers internationaux de sociologie*, n° 122, p.73-104.

> Dimension locale, dimension globale

Brigitte Aulenbacher, Université de Linz (Autriche), membre des comités de recherche de l'ISA sur l'Économie et la Société (RC02), la Pauvreté, la Protection sociale et les Politiques sociales (RC19), la Sociologie du Travail (RC30) et les Femmes dans la Société (RC32), et vice-présidente du Comité local d'organisation (LOC) du III^e Forum de Sociologie de l'ISA de 2016 à Vienne ; **Rudolf Richter**, Université de Vienne (Autriche), membre et ancien président du comité de recherche de l'ISA sur la Famille (RC06) et président du LOC du III^e Forum de Sociologie de l'ISA ; **Ida Seljeskog**, Université de Vienne, LOC du III^e Forum de Sociologie de l'ISA



Cour intérieure de l'Université de Vienne.
Photo : Université de Vienne.

Le Comité local d'organisation souhaite la bienvenue aux sociologues du monde entier pour cette III^e édition du Forum de Sociologie de l'ISA organisée à Vienne, en Autriche.

Le mois prochain, nous aurons le plaisir de vous accueillir à Vienne pour ce III^e Forum de l'ISA. En attendant, nous vous invitons à visiter notre [site web](#) et voudrions dans cette rubrique mettre, à l'occasion de ce Forum, l'accent sur l'étroite relation entre les dimensions locale et globale.

> Dimension locale

C'est pour nous un honneur et un plaisir d'accueillir le III^e Forum de Sociologie à l'Université de Vienne, une université avec une longue tradition en philosophie et en sciences sociales. Le Comité local d'organisation travaille depuis plus de deux ans



Le bâtiment principal de l'Université de Vienne. Photo : Université de Vienne.

pour assurer le succès de ce Forum, avec la collaboration d'universités autrichiennes, des instituts de sociologie d'Innsbruck, de Graz, de Linz, de Salzbourg et de Vienne, et de nos collègues en Hongrie.

Nous vous invitons à venir avec nous sur le terrain, pour échanger et vous laisser gagner par l'atmosphère internationale de Vienne. Parallèlement au programme officiel du Forum, nous vous encourageons à aller à la rencontre les uns des autres et à mieux connaître la ville et le pays hôtes grâce à toute une série de visites touristiques et sociologiques et de réunions informelles.

Au nombre des activités touristiques proposées, nous vous invitons à venir nous rejoindre dans un bar à vins typiquement viennois ou pour une visite à pied de la ville. Parmi les visites d'intérêt sociologique, ne manquez pas les deux visites guidées du Musée de Marienthal, dans le village proche de Gramatneusiedl.

C'est là que, au début des années 30, Marie Jahoda, Paul Lazarsfeld et Hans Zeisel menèrent leurs recherches pionnières sur les chômeurs de Marienthal (*Die Arbeitslosen von Marienthal*), montrant comment le chômage détruit les individus et la vie sociale. Les résultats de leurs travaux et les méthodes employées dans leur enquête continuent aujourd'hui d'inspirer la recherche sociologique.¹

On ne peut guère comprendre l'héritage de la sociologie viennoise et autrichienne sans prendre en considération le contexte historique et sociétal plus général. Avec, d'un côté, dans les premières décennies du XX^e siècle, « Vienne la Rouge », et de l'autre, à l'époque qui a suivi, les centaines de sociologues autrichiens (dont ceux de l'Étude de Marienthal) qui ont dû fuir l'Autriche sous le régime nazi. Vous trouverez sur notre [blog du Forum de l'ISA](#) plusieurs articles qui traitent de l'histoire du fascisme et de ses répercussions sur la sociologie et la société autrichiennes.

> Dimension globale

Pour nous sociologues qui vous accueillons ici, à Vienne, en Autriche, en Europe, le thème « La sociologie mondiale et les luttes pour un monde meilleur » choisi par l'ISA, en mettant la sociologie globale à l'ordre du jour, nous amène à réfléchir sur le « global » et le « local » depuis notre perspective locale.

Ville résolument internationale, Vienne se trouve également au cœur de l'Europe : on y trouve de fortes influences des pays voisins, notamment culturelles, culinaires et linguistiques. La ville abrite plusieurs institutions internationales, dont la Maison de l'Union européenne et UNO-City [l'un des quatre sièges des Nations unies dans le monde], qui ont apporté leur soutien au Forum en tant qu'espace de dialogue international. Le thème du Congrès mondial de l'ISA organisé à Yokohama en 2014, « Faire face à un monde d'inégalités » reste cependant d'actualité : au moment

où nous invitons des sociologues du monde entier à se réunir à Vienne, il nous faut reconnaître les difficultés que connaissent actuellement l'Autriche et l'Europe à assumer leurs responsabilités en matière d'égalité, de liberté, de justice, de démocratie et de droits de l'homme. La guerre en Syrie, les catastrophes et la pauvreté qui touchent de larges segments de la population dans le monde – et l'histoire capitaliste coloniale et post-coloniale à l'origine de ces situations – forcent une fois de plus des gens à fuir et émigrer.

Nombreux sont les Européens qui luttent et protestent pour un monde meilleur et soutiennent diverses initiatives contre la violence et les inégalités. Mais une autre voie, selon laquelle l'Autriche et l'Europe sont conçues comme une société fermée, se caractérise par une politique d'exclusion cherchant à faire valoir les frontières et les inégalités. Le Forum vient à Vienne à un moment historique, alors que des questions comme le droit d'asile, les migrations forcées et les politiques d'intégration mettent à l'épreuve les sociétés européennes, et qu'on assiste au retour

en force de mouvements d'extrême-droite qui se rejoignent dans leurs efforts pour créer une Europe fermée aux « non-Européens » – qui rappelle une histoire de sinistre mémoire par trop récente.

La sociologie autrichienne est aux prises avec toutes ces questions et donc fortement reliée aux problématiques globales. On retrouvera ces questions et ces liens dans nos plénières, où des intervenants du monde entier aborderont des thèmes comme « Faire face aux multiples crises en Europe et ailleurs », « Surmonter les frontières et les polarisations entre centres et périphéries » et « La pensée sociologique et la lutte pour un monde meilleur ».

Enfin, et c'est un élément important, l'ISA et le Comité local d'organisation ont invité des éditeurs locaux et internationaux à venir présenter leurs livres dans le hall d'exposition et à organiser un espace où des auteurs d'ouvrages d'intérêt sociologique et public particulier pourront parler de leur travail. Vous trouverez également dans le hall d'exposition des informations sur les instituts de sociologie, fondations

pour la recherche et programmes de bourse existant en Autriche.

> Venez vous réunir au Forum

Depuis plusieurs années, l'ISA met l'accent, dans les débats et conférences qu'elle organise, sur une nécessaire sensibilité aux interdépendances entre « le global » et « le local ». En effet, beaucoup des luttes locales actuelles sont le résultat d'évolutions globales, telles que la marchandisation de la main-d'œuvre et de la nature ou la transnationalisation du travail et de la politique, et de changements importants au niveau de la nature des États, qu'il s'agisse de dictatures ou de démocraties. Quand nous nous réunirons à Vienne en juillet, toutes ces questions seront à l'ordre du jour et – suivant l'exemple établi par les sociologues à travers le monde – seront débattues dans leur dimension à la fois globale et locale. Le Forum est une occasion de nous réunir et de poursuivre ce dialogue global. Nous vous souhaitons donc, à vous tous venus du monde entier, la bienvenue à Vienne, en Autriche, en Europe et au III^e Forum de Sociologie ! ■

Toute correspondance est à adresser à Brigitte Aulenbacher <Brigitte.Aulenbacher@jku.at> et Rudolf Richter <rudolf.richter@univie.ac.at>

¹ Cf. Richter, R. « L'apport autrichien à la sociologie publique », *Dialogue Global* 5(4), décembre 2015, <http://isa-global-dialogue.net/wp-content/uploads/2015/12/v5i4-french.pdf>.

> Inégalités, pauvreté et prospérité en Autriche

Cornelia Dlabaja, Université de Vienne (Autriche), **Julia Hofmann**, Université de Linz (Autriche), et **Alban Knecht**, Université de Linz

L'Autriche a longtemps été réputée pour son niveau de vie élevé. Son produit national brut par habitant est de 51300 dollars, plaçant l'Autriche en 2014 au 13^e rang mondial (d'après des données de 2015 de la Banque mondiale), tandis que Vienne, la capitale de l'Autriche, était en 2015 et 2016 en tête du classement mondial en terme de qualité de vie. Forte d'une longue tradition en matière d'habitat social, Vienne est parvenue jusqu'à présent à assurer une certaine stabilité sociale. Cependant, cela ne signifie pas que tout le monde est riche ou bien loti à Vienne, ou en Autriche.

Un examen plus approfondi de différents groupes sociaux révèle une structure sociale plutôt segmentée, avec des clivages de plus en plus prononcés. Alors que près de 12% des ressortissants autrichiens sont menacés de pauvreté, le chiffre s'élève à environ 33% dans le cas des immigrés non autrichiens. Bien que les inégalités de revenus soient moins prononcées que dans certains pays de l'OCDE, la situation des segments les plus pauvres de la société autrichienne s'est aggravée depuis les années 1990 : entre 1990 et 2011 la part de revenu des 20% les plus pauvres s'est réduite de 47%, tandis que la part de revenu des 1% les plus riches s'est accrue de 16%. Dans l'ensemble, l'Autriche est caractérisée par de fortes inégalités au niveau de la répartition des richesses et du patrimoine, avec un coefficient de Gini pour les actifs financiers bruts égal à 0,75.

Comment expliquer une segmentation aussi marquée dans un pays aussi riche ? Le système d'éducation autrichien contribue à un transfert intergénérationnel du statut social particulièrement important : les enfants de parents diplômés de l'université ont une probabilité de faire des études supérieures 2,5 fois plus élevée que les enfants de parents qui n'ont pas été à l'université. Ainsi, comme dans de nombreuses sociétés, le niveau d'éducation détermine le revenu : chaque année supplémentaire d'études accroît le revenu d'environ 5,4%. Les immigrés sont particulièrement désavantagés dans le système éducatif (en partie parce que les diplômés étrangers ne sont pas toujours reconnus).

La différence entre hommes et femmes est également marquée. Les jeunes femmes autrichiennes sont maintenant plus instruites que les hommes, mais le salaire horaire des femmes reste inférieur de 23,4% à celui de

leurs collègues masculins. De plus, les femmes autrichiennes possèdent moins que les hommes : les femmes célibataires ont un patrimoine privé 40% moins élevé que celui des hommes célibataires. Cette inégalité hommes-femmes est liée au modèle social autrichien, qui peut être défini comme « conservateur ». Ce modèle favorise une division traditionnelle du travail entre hommes et femmes à travers le recours aux aides monétaires, et le manque de garderies pour les enfants et les normes familiales traditionnelles font porter sur les femmes l'essentiel de la charge de concilier le travail et la vie de famille.

“ tout ce qui est mauvais finit par arriver en Autriche, mais avec quelques années de retard sur le reste du monde ”

La politique de l'emploi en Autriche favorise de plus en plus la flexibilité et le *workfare* (la mise au travail des bénéficiaires d'allocations sociales), ce qui a contribué à renforcer les inégalités sociales existantes. Les immigrés et les femmes sont plus susceptibles d'avoir des emplois mal payés et précaires. Le taux de chômage, assez bas mais en augmentation, touche surtout les personnes peu qualifiées et les immigrés.

Il ressort ainsi d'un examen plus approfondi que, malgré son apparente stabilité, la structure sociale en Autriche est de plus en plus clivée et segmentée en fonction du sexe ou de critères ethniques, et ce, dans un contexte d'inégalités sociales qui s'accroissent peu à peu. Pour reprendre un dicton populaire : tout ce qui est mauvais finit par arriver en Autriche, mais avec quelques années de retard sur le reste du monde. ■

Toute correspondance est à adresser à :
Cornelia Dlabaja <cornelia.dlabaja@univie.ac.at>,
Julia Hofmann <julia.hofmann@jku.at>
et Alban Knecht <alban.knecht@jku.at>

> Les inégalités sociales, les réfugiés et le « rêve européen »

Ruth Abramowski, Benjamin Gröschl, Alan Schink, et Désirée Wilke, Université de Salzbourg (Autriche)



Derrière la rhétorique humanitaire de la solidarité, se trouve la réalité sordide des restrictions, des barrières et des camps de réfugiés. Illustration : Arbu.

L'afflux des réfugiés est un phénomène bien réel en Europe, parfois qualifié de nouvelle « migration de masse » (*Völkerwanderung*) dans les médias de langue allemande. En chiffres absolus, l'Allemagne reçoit le nombre le plus élevé de demandes d'asile, mais proportionnellement à sa population, elle occupe la cinquième place en Europe (d'après les chiffres d'Eurostat). C'est en effet la Hongrie qui reçoit le plus de demandes par habitant, la Suède arrivant en deuxième position, l'Autriche en troisième, et la Finlande en quatrième.

L'Autriche se retrouve littéralement au milieu de cet afflux. La région frontalière entre l'Allemagne et l'Autriche, en particulier le passage entre Salzbourg et Freilassing, est devenue un goulet d'étranglement pour les réfugiés qui arrivent d'Europe centrale, entraînant de réelles tensions au sein de la société autrichienne. D'un côté, malgré les critiques portant sur la crise des migrants en Europe et les revendications en faveur d'un contrôle plus strict des frontières, nombreux sont ceux qui considèrent encore la mobilité transnationale comme une partie intégrante d'un rêve européen qu'ils souhaitent préserver. D'un autre côté, les craintes et les protestations au sujet des réfugiés résultent de préjugés et du postulat selon lequel les réfugiés et les immigrés sont mus par l'attrait de l'Europe plutôt que chassés par la guerre ou le désespoir.

Selon le Haut Commissariat des Nations unies pour les réfugiés (HCR), en 2015, 60 millions de personnes dans le monde sont parties de chez elles. La plupart des réfugiés sont amenés à partir de chez eux à cause de guerres par procuration, de la pauvreté et de la faim qui résultent des inégalités économiques et sociales, tout cela exacerbé par la politique postcoloniale. Cependant, moins de 3% ont fui vers l'Europe ; la plupart sont restés dans les pays voisins.

En 2015, « seulement » 50.000 personnes ont demandé l'asile politique en Autriche (HCR-Autriche, extrapolation en septembre 2015), ce qui correspond à un taux de 332 personnes pour 100.000 habitants. Parmi elles, 11.000 ont été reconnues comme réfugiés, et ont reçu une aide matérielle de base (827€/mois). Pendant qu'ils attendent la décision concernant leur demande – de trois à six mois en moyenne – les demandeurs d'asile sont installés dans des logements ou des camps et reçoivent trois repas par jour (bien que souvent cela n'inclue même pas un repas

chaud par jour) et un lit dans un dortoir. Ils reçoivent également une allocation journalière de 1,30€. Quand ils se prennent eux-mêmes en charge, ils reçoivent 120€ par mois pour le loyer (240€ pour les familles) et 200€ comme allocation de subsistance (+ 90€ par enfant). À noter qu'en attendant de la décision sur leur statut, ils ne sont pas autorisés à avoir un travail rémunéré (Art. 15a B-VG, BKA-Autriche).

Nous avons parlé avec une trentaine de réfugiés dans les centres de réception et de transit pour les demandeurs d'asile. La plupart ont d'autres aspirations concernant leur avenir : ils aspirent à faire partie de notre société, à avoir un emploi, à travailler dur pour leurs familles, à acheter peut-être un jour un appartement ou une maison – tout simplement, à vivre sans craindre pour leur existence.

Étant donné le vieillissement de la population et le faible taux de fertilité dans presque tous les pays les plus riches d'Europe, les réfugiés pourraient être considérés comme offrant un nouvel espoir aux sociétés vieillissantes : ils sont jeunes et ont un taux de fertilité plus élevé que la plupart des populations européennes, et sont souvent des travailleurs hautement qualifiés ou des artisans (Nations unies, Perspectives de la population mondiale : révision 2015). Sur le long terme, ils pourraient nous permettre de préserver notre système social et de retraite, tandis qu'à court terme, ils pourraient fort bien renforcer les économies nationales européennes – en particulier s'ils ont la possibilité de travailler, de gagner de l'argent, et de payer des impôts.

D'un point de vue plus pragmatique, nous pourrions donc poser la question suivante : pourquoi débattre de l'expulsion des réfugiés au lieu d'engager des négociations pour les intégrer ? ■

Toute correspondance est à adresser à :
Ruth Abramowski <ruth.abramowski@sbg.ac.at>,
Benjamin Gröschl <benjamin.groeschl@sbg.ac.at>,
Alan Schink <alan.schink@sbg.ac.at>
et Désirée Wilke <desiree.wilke@sbg.ac.at>

> L'égalité hommes-femmes dans les universités autrichiennes

Kristina Binner, Université de Linz (Autriche), et membre des comités de recherche de l'ISA sur la Pauvreté, la Protection sociale et les Politiques sociales (RC19) et sur les Femmes dans la Société (RC32), et **Susanne Kink**, Université de Graz (Autriche)

Les hommes et les femmes sont depuis longtemps inégalement représentés dans les universités autrichiennes : alors que la proportion d'hommes et de femmes est plus ou moins équilibrée au niveau de l'ensemble de la population étudiante (avec 57% de femmes et 43% d'hommes), cela n'est pas le cas parmi les professeurs à l'université (avec seulement 22% de femmes en 2013). La récente réforme du système universitaire autrichien offre-t-elle des possibilités de changer cette situation d'inégalité entre les sexes ?

> Des universités entrepreneuriales et managériales

Depuis le début de la mise en application de la Loi sur les universités en 2002, des instruments de « nouvelle gestion publique » ont été introduits en vue de réorganiser la relation entre universités et pouvoirs publics. Désormais, les universités sont incitées à fonctionner comme des entreprises, suivant une démarche entrepreneuriale et managériale. Tandis que le gouvernement n'assume plus son ancien rôle de mainmise sur les universités, celles-ci se retrouvent en compétition les unes avec les autres pour obtenir ressources financières autant que symboliques. Les présidents d'université se sont vus attribuer un pouvoir de décision plus important, tandis que des acteurs externes comme les comités d'experts et les conseils d'université ont gagné de l'importance. Ces changements ont pour objectif de créer des universités spécialisées et dotées d'une direction efficace – mais les réformes engagées cherchent-elles également à renforcer l'équité entre les sexes et une politique favorable à la famille ?

“**les changements récents pourraient ouvrir la voie vers une plus grande égalité sociale**”

> Une politique favorable à l'égalité de genre ?

En application de la Loi sur les universités de 2002, les universités autrichiennes, en tant qu'« organisations autonomes », ont été obligées d'introduire des mesures en faveur de la égalité hommes-femmes, notamment la création de centres de coordination afin d'assurer l'égalité des chances, la mise en place de groupes de travail sur l'égalité des chances et de commissions d'arbitrage, et un quota fixé à 40% de femmes dans tous les organes collégiaux.

On ne voit pas très bien comment les mesures en faveur de l'égalité hommes-femmes vont être prises en charge dans le cadre du nouveau modèle budgétaire des universités : bien que chaque université soit responsable de l'application des nouvelles dispositions en matière d'égalité de genre, les ressources financières prévues à cet effet et le soutien apporté par la direction peuvent en effet varier. Dans l'ensemble, cependant, la réorganisation des universités et les nouveaux instruments visant à mettre le genre au centre des préoccupations semblent à même de faire progresser l'égalité hommes-femmes, en particulier dans le domaine des sciences.

> Une politique favorable à la famille ?

Les exigences familiales ayant été identifiées comme un obstacle important pour les femmes à l'université, les universités autrichiennes ont mis en place des outils

stratégiques de gestion tels qu'un audit sur « l'université et la famille », subventionné par le gouvernement. Offrir des services de qualité de garde d'enfants devient un moyen pour les universités de se distinguer des autres universités comme des lieux attractifs pour étudier et travailler. Dans le même temps, les schémas traditionnels de parentalité persistent : les administrateurs des universités ont tendance à se préoccuper avant tout de la garde d'enfants, ce qui revient à s'intéresser essentiellement aux femmes en tant que parents et à reproduire le modèle des familles hétérosexuelles.

Les changements récents dans les universités autrichiennes témoignent de l'interaction complexe entre des tendances à « l'économisation », à l'égalité de genre, et une politique favorable à la famille, qui pourraient ouvrir la voie vers une plus grande égalité sociale. Cependant, et c'est un point important, si ces mesures pourraient avoir un impact au niveau organisationnel, il n'en reste pas moins que la culture et les normes dans le milieu scientifique s'accompagnent d'hypothèses sexistes. Par exemple, le postulat selon lequel les chercheurs donnent la priorité à leur travail sur tout le reste, l'idée selon laquelle ils doivent toujours être disponibles, flexibles, et centrés sur leur travail, est conforme aux normes masculines en matière de temps de travail ; en tant que personnes s'occupant potentiellement des enfants, les femmes trouvent souvent plus difficile de répondre à ces normes que leurs collègues masculins. ■

Toute correspondance est à adresser à Kristina Binner <Kristina.Binner@jku.at> et Susanne Kink <susanne.kink@uni-graz.at>

> Le temps de travail et la lutte pour une vie meilleure

Carina Altreiter, Franz Astleithner et Theresa Fibich, Université de Vienne (Autriche)

Les revendications autour du temps de travail sont historiquement liées à la lutte des travailleurs pour limiter l'exploitation de leur force de travail. La revendication exprimée par le mouvement ouvrier portait sur la journée de huit heures, et jusqu'aux années 1980, la plupart des nations industrialisées occidentales ont progressivement réduit la durée journalière et hebdomadaire de travail.

Depuis lors, à l'exception de la France, il n'y a eu aucune avancée significative, alors même que la productivité a augmenté de manière substantielle. Mais la récente crise économique mondiale a remis à l'ordre du jour le débat sur l'inégale répartition du travail. À partir de données d'Eurostat, nous examinons l'évolution actuelle de la durée du travail au sein de l'Union européenne, et l'intérêt que cela présente pour lutter contre les inégalités sociales.

> Le temps de travail et les inégalités

D'une part, certaines personnes dans l'Union européenne travaillent un grand nombre d'heures, avec en 2010, 32% travaillant plus de 10 heures par jour plus d'une fois par mois. D'autres travaillent à temps partiel (20% en 2014) ou n'ont aucun emploi (9,5% en août 2015). L'intensification du travail et les préjudices et maladies physiques et psychiques dus aux longues journées de travail d'un côté, et de l'autre, la frustration et la dévalorisation, ne sont que

“ le temps de travail continue à être inégalement réparti entre les hommes et les femmes ”

quelques-unes des conséquences du clivage existant dans le temps de travail, lesquelles menacent les fondements même de notre société.

D'autre part, le temps de travail continue à être inégalement réparti entre les hommes et les femmes. En premier lieu, travailler à plein temps et de nombreuses heures continue à être une caractéristique masculine, tandis que de plus en plus de femmes travaillent à temps partiel. Même si le taux d'emploi à temps partiel des hommes a augmenté jusqu'à 8,8% en 2014 dans la plupart des 28 pays de l'Union européenne, le taux moyen d'emploi à temps partiel des femmes reste plus de trois fois supérieur (32,5%). En deuxième lieu, les femmes passent presque deux heures de plus par jour que les hommes à des travaux non rémunérés (comme les tâches domestiques et la garde des enfants). Ces caractéristiques s'ajoutent à de multiples autres désavantages pour les femmes, dont des perspectives de carrière et des droits à la retraite réduits, qui les exposent à un risque plus élevé de pauvreté quand elles seront plus âgées.

> La réduction du temps de travail réduit-elle les inégalités ?

Diminuer la durée légale de la journée de travail répondrait aux besoins de nombreux salariés. Les études

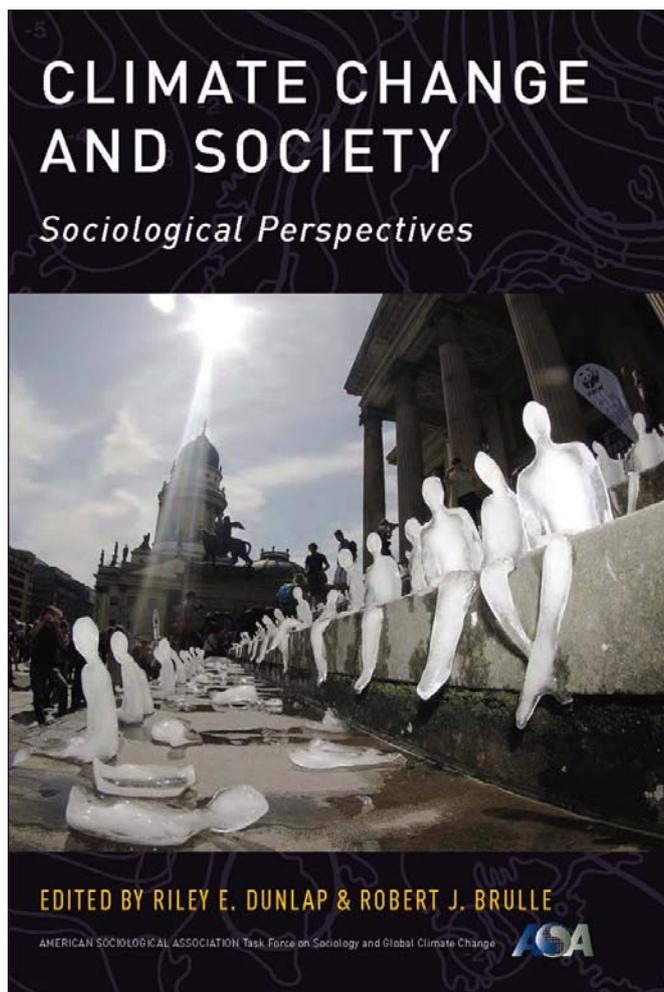
montrent que plus de 30% des salariés en Europe préféreraient travailler moins, tandis que de nombreux travailleurs à temps partiel (10 millions de travailleurs en 2014) préféreraient travailler plus. Réduire la durée légale de la journée de travail pour tous les salariés réduirait le fossé entre les travailleurs à plein temps et ceux à temps partiel, et pourrait encourager une répartition plus équitable du travail rémunéré et non rémunéré entre les hommes et les femmes. De plus, en réduisant le nombre de travailleurs sous-employés, la réduction du temps de travail hebdomadaire permettrait d'augmenter le pouvoir de négociation des travailleurs, ce qui pourrait peut-être aider à lutter contre l'augmentation des inégalités de revenu.

Cependant, la réduction du temps de travail rémunéré n'a pas automatiquement d'effet positif de redistribution. Pour que la réduction du temps de travail contribue à un projet émancipateur, il faudrait que les politiques publiques prennent en considération les problèmes de l'intensification du travail et de la dérégulation des relations du travail et envisagent parallèlement des programmes pour garantir la redistribution du travail non rémunéré. ■

Toute correspondance est à adresser à :
Carina Altreiter <carina.altreiter@univie.ac.at>,
Franz Astleithner <franz.astleithner@univie.ac.at>
et Theresa Fibich <theresa.fibich@univie.ac.at>

> Sociologie et changement climatique

Riley E. Dunlap, Oklahoma State University (États-Unis) et ancien président du comité de recherche de l'ISA sur l'Environnement et la Société (RC24) et **Robert J. Brulle**, Drexel University (États-Unis)



Riley Dunlap et **Robert Brulle** sont tous deux d'éminents sociologues de l'environnement. Ils ont été respectivement président et président adjoint du groupe de travail de l'Association américaine de Sociologie sur la Sociologie et le Changement climatique global, dont les résultats ont été réunis l'an dernier dans un livre réalisé sous leur direction : *Climate Change and Society: Sociological Perspectives* (New York et Oxford : Oxford University Press, 2015). Ce travail inédit montre comment les associations nationales de sociologie peuvent faire avancer la recherche collaborative sur les grandes questions sociales et politiques actuelles.

En dépit de la réponse manifestement inadaptée de la société face aux preuves qui s'accumulent d'un réchauffement de la planète, en particulier en matière d'émissions de CO₂, les spécialistes des sciences naturelles ont reconnu que le changement climatique est un « problème des êtres humains » : il est causé par les comportements humains, constitue une menace réelle pour les humains, et exige une action collective pour tenter d'y remédier. En conséquence, le GIEC, le Conseil national de la Recherche des États-Unis ainsi que d'autres organismes scientifiques importants comme le Conseil international pour les Sciences sociales et son Programme International sur les Dimensions Humaines du Changement Global (auquel a succédé le Projet *Future Earth*) ont appelé à une plus grande implication des sciences sociales dans la recherche sur le climat.

Le changement climatique causé par l'activité humaine est l'un des grands problèmes de notre temps, et représente une menace pour la survie de notre espèce. Les spécialistes en sciences naturelles ont été les premiers à établir l'existence du réchauffement climatique, en décrivant « l'effet de serre » il y a plus d'un siècle de cela. Dans les années 1990, la climatologie était devenue une discipline reconnue, qui apportait des preuves toujours plus solides que le réchauffement de la planète était en grande partie dû aux activités humaines (en particulier aux émissions de CO₂), avec des conséquences de plus en plus néfastes sur les systèmes à la fois naturels et sociaux – comme en attestent régulièrement les travaux du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC).

Le plus souvent, les spécialistes en sciences sociales sont sollicités pour contribuer à des programmes de recherche pluridisciplinaires établis par des spécialistes en sciences naturelles et de grands organismes de financement comme le Belmont Forum, sans que d'autres disciplines comme celles des sciences sociales soient véritablement prises en compte ou consultées. Les chercheurs en sciences sociales sont ainsi invités à contribuer à des programmes de recherche déjà en cours (souvent présentés comme « alliant la recherche sur les systèmes humains

>>

et naturels »), qui portent sur des questions en grande partie définies par les chercheurs en sciences naturelles. Si ces travaux sont certes de grande valeur, ils ne prennent généralement pas en considération les grands conflits sociaux et politiques liés aux inégalités résultant aussi bien de l'exploitation des systèmes naturels que des conséquences de la dégradation de ces systèmes, et adoptent rarement un point de vue critique tant sur le plan politique qu'économique.

De même, ces appels en faveur d'une participation accrue des sciences sociales à la recherche sur le climat sous-entendent que les spécialistes en sciences sociales peuvent aider à « sensibiliser la population » au réchauffement climatique – dans l'espoir naïf qu'une meilleure compréhension par la population entraînera un changement des politiques publiques. Cela revient à considérer les individus comme les principaux responsables des émissions de CO₂, au mépris de l'approche sociologique qui enseigne à quel point les actions individuelles sont dépendantes de la structure sociale – ignorant ainsi comment les tentatives pour réduire les émissions de CO₂ peuvent être entravées par la dynamique sociale, économique et politique.

De manière plus générale, les efforts actuellement déployés pour intégrer les sciences sociales à la recherche sur le changement climatique se caractérisent le plus souvent par une orientation « post-politique », dans la mesure où les rapports et les programmes tendent à dépolitiser la question du climat. À titre d'exemple, le GIEC considère le changement climatique avant tout comme un phénomène physique dont la solution se trouverait dans un mélange de données scientifiques, de progrès technologiques et de compétence managériale, sans que des changements majeurs au niveau de l'ordre socioéconomique soient nécessaires – un sujet qui par conséquent ne prêterait pas sérieusement au conflit politique.

C'est dans ce contexte que l'Association américaine de Sociologie (ASA) a mis sur pied un groupe de travail consacré à la « Sociologie et [au] Changement climatique mondial », chargé de démontrer l'utilité des analyses sociologiques sur la question. Au sein du groupe, nous avons estimé qu'au-delà de la rédaction d'un rapport pour l'ASA, il nous fallait également profiter de l'occasion pour mettre en évidence l'intérêt de la réflexion sociologique sur les changements climatiques, non seulement à l'attention de nos collègues sociologues mais aussi d'un public beaucoup plus large. Le volume que nous avons dirigé, *Climate Change and Society: Sociological Perspectives*, a été édité en tant que publication officielle de l'ASA par Oxford University Press en août dernier.

Cet ouvrage collectif comporte une synthèse des travaux menés par des sociologues et autres spécialistes en sciences sociales sur les principaux aspects du changement climatique. Trente-sept spécialistes ont collaboré aux 13

chapitres de l'ouvrage pour décrire les éléments moteurs du changement climatique (notamment les forces du marché et la consommation) ; les principales incidences du changement climatique et les mesures mises en œuvre pour s'y opposer (en particulier les incidences en matière d'inégalités) ; les phénomènes sociétaux (la société civile, la perception par la population et le déni organisé) qui influencent les réponses sociétales à ces défis. Les derniers chapitres sont consacrés aux analyses théoriques et aux innovations méthodologiques de la recherche sociologique sur le climat.

Le volume, qui répond à la demande d'un engagement plus important des sciences sociales sur la question du changement climatique, met en évidence l'intérêt tout à fait particulier des analyses *sociologiques*. Dans la mesure où les principaux éléments moteurs du changement climatique mondial sont dépendants de la structure et des institutions sociales, des valeurs culturelles, des idéologies ainsi que des pratiques sociales, il est nécessaire pour remédier et s'adapter au réchauffement planétaire d'analyser ces phénomènes sociaux à plusieurs niveaux – tant au niveau global que local – dans le cadre de notre discipline. L'autre objectif de cet ouvrage est d'encourager une recherche sociologique plus approfondie dans ce domaine : la sociologie peut contribuer à une meilleure compréhension du changement climatique en participant aux programmes de recherche existants mais aussi en proposant de nouvelles pistes de recherche sur la base des théories et approches sociologiques.

Le rôle de la sociologie peut être également d'apporter une critique sociale. Les analyses existantes du changement climatique sont souvent limitées par des idées quasi-hégémoniques ; par exemple, en ces temps de néolibéralisme, il est communément admis que seule une politique axée sur le marché offre des possibilités réalistes de réduire les émissions de CO₂. Ces zones hors champ limitent l'arsenal des actions concevables, et c'est là que la sociologie peut jouer un rôle essentiel, en dépassant la pensée unidimensionnelle et post-politique pour mieux mettre en question les lieux communs qui caractérisent les débats actuels sur la politique à suivre.

Ce type de sociologie publique sur les questions climatiques implique de prouver la difficulté (si ce n'est l'impossibilité) de parvenir à réduire de manière significative les émissions de CO₂ tout en maintenant les modèles traditionnels de croissance économique : ces constats sociologiques peuvent permettre d'élargir le débat public sur les actions à mener en matière de lutte contre le réchauffement. L'un des apports décisifs de notre discipline devrait être de créer un espace intellectuel de réflexion plus critique sur la question du changement climatique, et nous espérons que les sociologues du monde entier rejoindront le groupe de travail de l'ASA dans cet objectif. ■

Toute correspondance est à adresser à Riley E. Dunlap <rdunlap@okstate.edu> et Robert J. Brulle <brullerj@drexel.edu>

> Libertés et violences en Inde



Rahul Gandhi, Vice-Président du Congrès national indien, aux côtés d'étudiants lors d'une manifestation à l'Université de Hyderabad pour protester contre la mort de Rohith Vemula à Hyderabad en janvier 2016.

Nous publions ci-après une déclaration du Comité Exécutif de l'Association internationale de Sociologie et une lettre ouverte du 6 mars 2016 signée par plus de 200 sociologues indiens à l'attention du Président indien, en réaction aux violences et aux atteintes aux libertés qui se sont produites en début d'année dans les universités indiennes. Quelle que tournure que prennent les événements, ces écrits revêtent une importance historique dans la mesure où les sociologues y expriment leur profond attachement à la liberté d'expression dans le milieu universitaire et au-delà.

individuelles et collectives pour instaurer des débats bien informés et une critique sociale à la fois au sein des universités et en dehors, nous avons, en tant que membres d'une association professionnelle, une lourde responsabilité. En tant que sociologues, nous estimons qu'autoriser l'usage illimité de l'accusation de sédition pour étouffer toute opposition et la liberté d'expression, revient, pour reprendre les termes de Amartya Sen, à faire preuve de trop de tolérance à l'égard de l'intolérance.

Nous adhérons à la pétition [qui suit] adressée au Président indien par plus de 200 sociologues de l'ensemble du pays pour protester contre les attaques perpétrées par des étudiants appartenant à la section étudiante du Bharatiya Janata Party [Parti du Peuple indien, BJP] au pouvoir à l'encontre de deux sociologues, les professeurs Vivek Kumar et Rajesh Misra.

Les universités sont censées apporter un espace propice au débat libre et éclairé et à l'apprentissage mutuel. L'agitation grandissante sur les campus universitaires et l'espace toujours plus réduit laissé au libre débat, en particulier l'intolérance manifestée à l'encontre de toute opposition aux objectifs de l'Hindutva [l'hindouïté], suscitent de vives inquiétudes parmi la communauté internationale des sociologues attachés aux libertés fondamentales et à la liberté d'expression.

Le suicide en janvier 2016 de Rohith Vemula, doctorant à la Faculté des Sciences sociales de l'Université de

> Déclaration de l'Association internationale de Sociologie

Nous, membres du Comité Exécutif de l'Association internationale de Sociologie, souhaitons exprimer notre solidarité avec les étudiants, enseignants, écrivains, artistes et activistes qui en Inde se battent pour le droit à la liberté d'expression, à la vie et à la liberté dans un contexte d'attaques et de brimades collectives de plus en plus virulentes perpétrées par la droite fondamentaliste contre toute forme d'opposition aux violences et à la discrimination. Nous jugeons particulièrement préoccupantes les attaques collectives à l'encontre des minorités et la restriction des libertés alimentaires (déguisée en « interdiction du bœuf ») en Inde. La conversion d'une grande partie des médias électroniques en relais de propagande au service de la

droite nationaliste majoritariste, et le fait que des intellectuels, étudiants et activistes sont systématiquement et violemment pris pour cibles à la faveur de rapports douteux, sont des phénomènes sans précédent et particulièrement inquiétants. La situation des étudiants issus des groupes sociaux les plus vulnérables – en particulier les étudiants dalits et ceux issus des minorités – est l'aspect le plus immédiatement préoccupant.

Nous considérons que la Constitution indienne institue un système pluriel qui ne laisse aucune place à une définition du pays sur la base de critères religieux.

Dans un contexte d'anti-intellectualisme et d'attaques au nom du majoritarisme à l'encontre de tentatives

Hyderabad (le neuvième cas de suicide d'un étudiant appartenant au groupe social des Dalits [ex-intouchables] dans cette université), après avoir été exclu avec quatre autres étudiants de sa résidence universitaire et fait l'objet d'un boycott social sur le campus, montre combien la discrimination systémique est enracinée et les conséquences tragiques que cela peut entraîner. Alors que l'inquiétude grandit dans les universités de l'ensemble du pays depuis quelques années en réaction à la présence de plus en plus nombreuse dans l'enseignement supérieur d'étudiants issus des groupes sociaux les plus vulnérables, la mort de Rohith Vemula a entraîné une vague sans précédent de protestation en Inde et à l'étranger, surtout parmi les étudiants, en particulier ceux d'origine dalit – qui sont de façon disproportionnée les victimes des formes les plus insidieuses de discrimination au sein du système éducatif.

Nous louons et soutenons les efforts d'enseignants et d'étudiants dans plusieurs établissements et universités de tout le pays pour dénoncer la discrimination de caste et le majoritarisme et défendre, face aux violentes attaques de la droite nationaliste, une philosophie et une vision du mode anti-castes à la fois dans les institutions universitaires et en dehors. L'expérience de Perumal Murugan, célèbre écrivain tamoul et enseignant à l'université qui a été obligé de quitter sa ville pour la capitale de l'État, ne représente qu'un exemple parmi tant d'autres. Nous louons également l'éloquence et la grande intelligence avec lesquelles de jeunes universitaires comme Rohith et d'autres comme lui ont développé et poursuivi une critique de la politique de l'Hindutva et de ses graves répercussions, en élaborant une nouvelle forme créative de contestation inspirée par une vaste tradition de résis-

tance dans le sous-continent indien.

Nous apportons notre soutien aux luttes des étudiants et professeurs de l'Université Jawaharlal-Nehru et louons leurs efforts pour alimenter un débat public sur la question complexe du nationalisme par le biais de conférences ouvertes au public. Nous tenons à exprimer publiquement la valeur que nous attribuons à leur mobilisation pour poursuivre les luttes de Rohith Vemula ainsi que celles d'autres étudiants et professeurs dans les universités à travers le pays. Ils mettent en place de nouvelles pistes pour une sociologie transformative capable de mettre en question les frontières entre les disciplines et les exclusions au sein des établissements d'enseignement supérieur, permettant ainsi de jeter des ponts entre le monde universitaire et le monde extérieur. ■

> Lettre ouverte de sociologues indiens au Président de l'Inde

Shri Pranab Mukherjee
Président de l'Inde
Rastrapati Niwas
New Delhi

4 mars 2016

Cher Shri Pranab Mukherjee,

Nous les sociologues soussignés, professeurs en activité ou à la retraite et chercheurs dans des universités et instituts de l'ensemble du pays, exprimons notre profonde préoccupation face aux événements qui ont lieu dans le pays et ressentons le besoin urgent de faire la déclaration publique suivante :

La Constitution de l'Inde garantit à tous les citoyens le droit à la liberté de croyances et à la libre expression de celles-ci. Nous prenons fermement position en faveur de l'autonomie des universités, en tant que lieux d'importance vitale pour exercer ce droit. Nous sommes par conséquent profondément inquiets face à l'augmentation des attaques à l'encontre d'étudiants et de membres du personnel enseignant et administratif de différentes universités par des organisations qui semblent avoir le soutien des autorités et de la police. Des étudiants et des enseignants ont été molestés, attaqués et menacés pour leurs idées ou leurs prises de positions alors que leurs agresseurs semblent échapper à la loi.

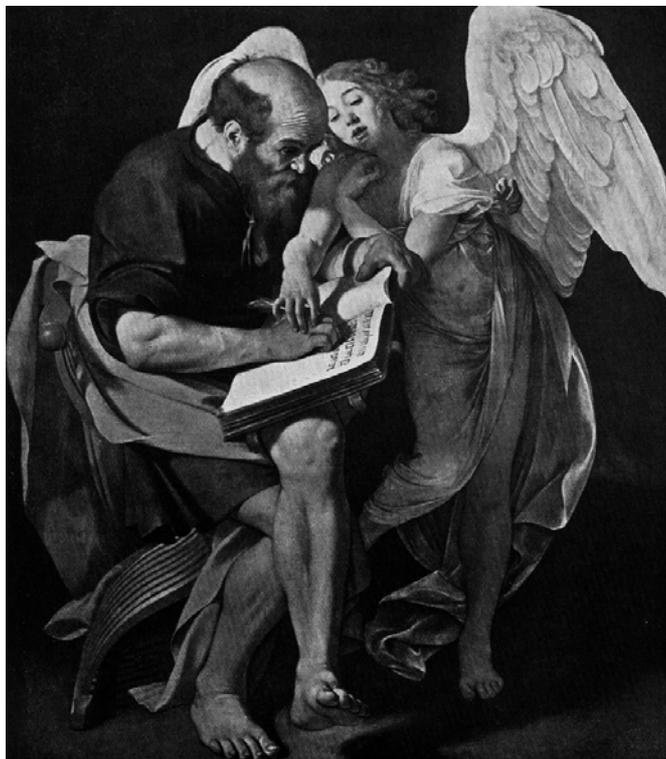
Nous tenons en particulier à exprimer notre soutien à nos collègues Vivek Kumar (Université Jawaharlal Nehru) et Rajesh Misra (Université de Lucknow). L'allocution du professeur Kumar en tant que conférencier invité le 21 février à l'Université Gwalior a été violemment interrompue par l'ABVP [syndicat étudiant affilié au BJP]. Le professeur Misra a également fait l'objet de menaces de la part de l'ABVP pour avoir simplement publié le 23 février sur son compte Facebook un article paru dans un journal, et la direction de l'université lui a demandé des explications au lieu d'en demander aux auteurs des menaces.

Nous avons la ferme conviction que les chercheurs doivent avoir le droit de parler, d'écrire et de réfléchir sur les questions sociales, et que leur voix ne doit pas être muselée. Restreindre la liberté scientifique est contraire à l'intérêt national dans la mesure où cela sape notre capacité collective à analyser et comprendre la diversité de notre société. Nous réaffirmons également notre foi dans les solides traditions universitaires qui ont favorisé le développement de toute une variété de points de vue critiques d'experts qui ont contribué à enrichir le mouvement nationaliste aussi bien que le débat public dans l'Inde moderne. ■

> Écrire pour la recherche

La logique et la pratique

Raewyn Connell, Université de Sidney (Australie), et membre du comité de recherche de l'ISA sur les Femmes et la Société (RC32) et l'Analyse conceptuelle et terminologique (RC35)



Saint Matthieu en train de rédiger son évangile sous la dictée d'un ange.

idées. Et de plus en plus, la publication des travaux de recherche relève d'une industrie caractérisée par la compétition et la commercialisation.

Mais les deux mythes contribuent à déformer dangereusement la réalité de l'acte d'écrire. Ils présentent tous deux comme le résultat du génie individuel ou de la performance individuelle ce qui est en fait le résultat d'un processus éminemment social. Tous deux semblent mettre de côté le fait – pourtant fondamental – qu'écrire c'est communiquer. Tous deux passent à côté du fait qu'écrire pour la recherche, dans quelque discipline que ce soit, fait partie d'un processus collectif de fabrication et de diffusion du savoir.

L'écriture est quelque chose d'important, en sociologie comme dans toute autre discipline, justement parce qu'elle constitue un élément essentiel de ce processus collectif. De nombreuses caractéristiques des écrits pour la recherche, qui peuvent paraître arbitraires aux jeunes chercheurs, n'ont de sens que si l'on prend en considération la dimension sociale de la production du savoir.

On ne peut comprendre les règles de l'écriture que si l'on tient compte des institutions et des structures sociales qui sont mises à contribution. Cela inclut l'impact des classements (les fameuses *league tables*) et la commercialisation des revues ; le problème de la précarité parmi les travailleurs intellectuels ; les hiérarchies de reconnaissance, de prestige et de ressources, qui opèrent à l'échelle internationale ; les usages et les risques d'Internet ; et l'entreprise de démocratisation des processus de formation et de diffusion du savoir.

> Mythes et réalités

Deux grands mythes – l'un ancien, et l'autre nouveau – faussent l'idée que nous avons de l'écriture. L'ancien mythe voudrait que l'acte d'écrire ne soit qu'une question de génie et d'inspiration. Ceux qui sont touchés par la grâce s'assoient un beau matin le stylo à la main, et tandis que la muse leur chuchote à l'oreille, un texte remarquable jaillit. Comme cela dépasse notre entendement, il ne nous reste plus qu'à être béat d'admiration en espérant que la muse viendra à notre tour nous chuchoter à l'oreille.

Le nouveau mythe est moins poétique. Né dans l'esprit de gestionnaires néolibéraux, il reflète leur obsession de la compétition. D'après ce mythe, l'écriture n'est guère plus qu'un produit commercialisable, que des individus spécialisés fabriquent et vendent tout au long de leur course à la réussite. L'option gagnante, en matière de prestige et de promotion, consiste à viser les revues les plus citées.

Ces deux mythes reflètent suffisamment la réalité pour parfois sembler plausibles. Ainsi, l'acte d'écrire est réalisé par quelqu'un qui s'assoit seul à son bureau, et qui, muni de son stylo ou son ordinateur, peine à retranscrire ses

> Une approche de l'acte d'écriture

Il importe avant tout de reconnaître que l'écriture est une forme de travail social. L'écriture implique du *travail* – et c'est quelque chose qui est manifeste, même dans les textes littéraires les plus brillants. Il peut être utile d'appliquer les idées tirées de la sociologie industrielle pour réfléchir au processus d'écriture. Cela nous incite entre autres choses à réfléchir aux *effectifs* qui sont impliqués dans l'acte d'écrire : leur composition, leurs salaires et leurs conditions d'emploi, les technologies et autres ressources dont ils disposent, leur degré de contrôle ou d'autonomie.

>>

Bien sûr, l'écriture constitue une forme de travail spécialisé. Il s'agit plus particulièrement d'un travail de communication, et il convient donc d'avoir également recours à des idées tirées de la sociologie de la communication. Entre autres choses, ceci nous incite à réfléchir sur un certain nombre de questions : quel est le *public* visé par tel ou tel écrit, comment on atteint ce public, et quel est l'impact sur les lecteurs. Il est très important pour les chercheurs de réfléchir à *qui* ils écrivent, car cette prise de conscience oriente l'écriture elle-même.

Écrire pour la recherche est une forme particulière de communication, et il faut en tenir compte. Cela s'inscrit dans un processus collectif de production du savoir, et il peut donc être également utile d'appliquer des idées tirées de la sociologie des intellectuels et de la sociologie du savoir (un domaine qui est en train de changer à notre époque postcoloniale). Les rapports de celui qui écrit avec ceux qui ont travaillé et travailleront dans le même domaine sont importants ; et il en est de même des épistémès et des structures de savoir auxquels se rapporte le travail de recherche.

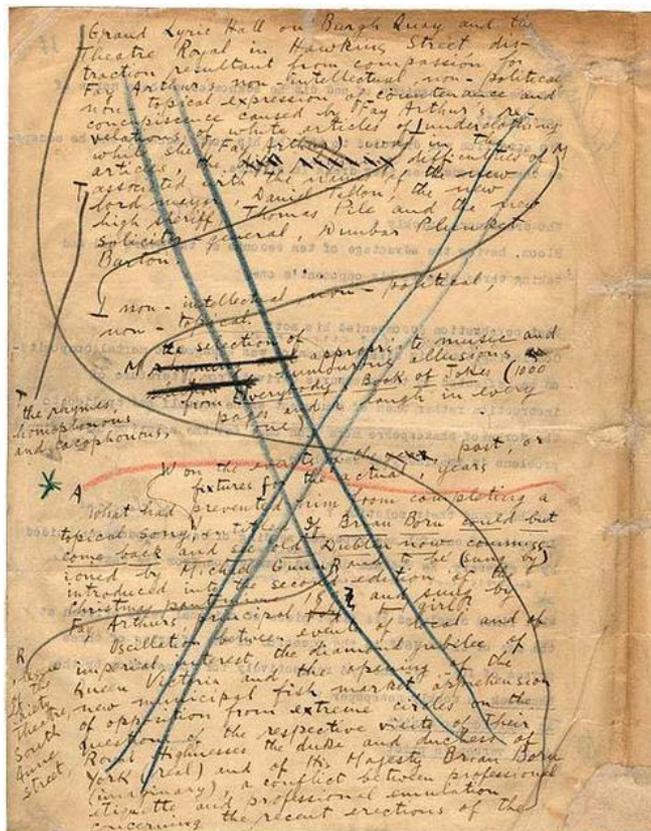
Dès lors, on peut considérer l'écriture pour la recherche non comme un mystère insondable mais tout simplement comme un processus de travail. Dans ce processus de travail, les genres différents impliquent des publics différents et des styles différents. Comme toute autre forme de travail, l'écriture exige des compétences qui peuvent être apprises et améliorées. Comme toute autre forme de travail, elle va de pair avec un élément créatif et orienté vers un but, ce qui ne peut que servir la réflexion et la discussion.

Depuis 12 ans, j'organise des ateliers d'écriture gratuits dans les universités et à l'occasion de conférences. Il ne s'agit pas là d'ateliers où les participants apprendront « Comment réaliser un produit compétitif et viser les revues les mieux classées ». Non, il s'agit plutôt du contraire ! Les ateliers sont conçus sur la base des idées exposées précédemment, à savoir que la production d'un savoir organisé est un processus éminemment social et coopératif, et que l'écriture constitue un élément essentiel de cette démarche générale.

> Précis d'écriture pour la recherche

Ces derniers mois, j'ai réuni les idées développées durant ces ateliers sous la forme d'articles de blog, que j'ai à présent réorganisés et publiés sous forme de e-booklet sous licence Creative Commons.

Intitulé *Writing for Research: Advice on Principles and Practice* [Conseils d'écriture pour la recherche : Principes et pratique], ce fascicule illustré de 42 pages est téléchargeable gratuitement sur mon site web <http://www.raewynconnell.net/p/writing-for-research.html>. Je vous invite à le télécharger et à le distribuer autour de vous, et vous êtes libres de le reproduire à des fins non commerciales.



Fragment du manuscrit de l'Ulysse de James Joyce.

Ce petit guide aborde les questions générales touchant à l'écriture et aux différents genres d'écriture ; les considérations pratiques liées à l'écriture d'articles de revue, à partir de ma propre expérience de l'écriture ; et les principaux aspects politiques de l'écriture. Voici, les grandes rubriques de la table des matières :

Première partie : À propos de l'écriture

1. La nature de l'écriture
2. La communication liée à la recherche et la réalité sociale
3. Les genres d'écriture pour la recherche

Deuxième partie : Comment écrire un article pour une revue – les étapes pratiques

Résumé ; plan de l'argumentation ; première version ; révision ; présentation ; publication

Troisième partie : Approche globale

1. Les programmes d'écriture
2. Pourquoi écrire ? Quel est l'intérêt ?
3. Quelques ressources

J'encourage d'autres chercheurs expérimentés à diffuser et partager leur expérience et leur réflexion dans le but de favoriser une meilleure compréhension du travail d'écriture, et bien sûr vos réactions et commentaires sur ce texte sont les bienvenus ! ■

Toute correspondance est à adresser à Raewyn Connell
<raewyn.connell@sydney.edu.au>

> L'équipe kazakhe de *Dialogue Global*

Lancée en 2015 sous l'impulsion et la direction d'Aigul Zabirova, l'équipe kazakhe de *Dialogue Global* fait preuve d'une formidable détermination pour traduire la publication en kazakh et la diffuser à travers le Kazakhstan.



Aigul Zabirova est professeure de sociologie et présidente fondatrice du Département de Sociologie de l'Université nationale eurasienne L.N. Gumilyov d'Astana (Kazakhstan). À l'issue de ses études à Moscou, elle obtient en 2004 son doctorat en sociologie à l'Institut de Sociologie de l'Académie des Sciences de Russie. Ses recherches actuelles portent sur la situation socioéconomique des ménages au Kazakhstan et au Kirghizistan. Elle est co-auteure de *When Salary is not enough: Private Households in Central Asia* (Verlag, mai 2015).

Aigul enseigne la sociologie urbaine et la théorie sociale. Ses travaux de recherche portent plus particulièrement sur la politique identitaire dans l'espace post-soviétique, et sur l'urbanisation et les migrations en Asie centrale. Elle s'est vu décerner plusieurs prix nationaux et internationaux et accorder différentes bourses : Fondation MacArthur (2000-01, 2002-03), INTAS (2005-07), programme TACIS (2007), Fondation Volkswagen (2011-13), Open Society Institute (2001-03), Université d'Europe centrale (2001, 2008) et Ministère kazakh des Sciences. Elle a été chercheuse à la School of Oriental and African Studies de Londres (Royaume-Uni) en 2011, à l'Université de Lund (Suède) en 2008, à l'Université de Warwick (Royaume-Uni) en 2007 et à l'Université d'Indiana (États-Unis) en 2002, et elle est membre de l'Association internationale de Sociologie depuis 2010.



Bayan Smagambet est professeure associée au sein du Département de Sociologie de l'Université nationale eurasienne. En 1998 elle obtient son doctorat en sociologie à l'Université nationale kazakhe Al-Farabi (Almaty). Aujourd'hui, elle enseigne l'histoire de la sociologie et la sociologie économique. Ses recherches portent sur les inégalités sociales et le marché du travail et elle est l'auteure de plusieurs manuels en kazakh (*Histoire de la Sociologie*, *Sociologie économique*, *Histoire sociale*) et d'une vingtaine d'articles.



Adil Rodionov est maître de conférences au sein du Département de Sociologie de l'Université nationale eurasienne. Il travaille également dans l'un des think tanks kazakhs, l'Institution d'intégration eurasienne. Titulaire d'un doctorat en sociologie (2009) de l'Université nationale eurasienne, il a été chercheur à l'Université d'Europe centrale de Budapest (Hongrie) entre 2013 et 2014. Il s'intéresse aux réseaux sociaux, à la société civile et à l'histoire des sciences sociales et mène actuellement des recherches sur les réseaux des organisations non gouvernementales kazakhes. Un résumé de son projet de recherche est disponible en anglais sur http://e-valuation.kz/social_capital_en.html.



Gani Madi est titulaire depuis 2010 d'un master de sociologie de l'Université nationale eurasienne, où il enseigne actuellement la sociologie théorique, la structure et la stratification de la société, la sociologie économique, l'élitologie, la sociologie des migrations et l'introduction à la sociologie. Il s'intéresse actuellement à la dynamique du pouvoir au travail et aux différentes formes d'encadrement des travailleurs, ainsi qu'à la théorie marxiste.